

VINGT-TROISIÈME ANNÉE — N° 6,769

Paraît tous les Jours, le Dimanche excepté

Mardi 4 Août 1914.

Le Numéro

5

Centimes

téléphone 108

Les Pyrénées

Le Numéro

5

Centimes

Téléphone 108

Journal Républicain

ABONNEMENTS

ANNEE DE DEPARTEMENTS : Trois mois, 5 fr.; Six mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de Poste.

ADMINISTRATION ET REDACTION

TARBES — 10, Rue de Gonnes, 10 — TARBES

PUBLICITE

ANNONCES JUDICIAIRES... 0 fr. 50 la ligne
ANNONCES COMMERCIALES... 0 fr. 50 —
RÉGULARISÉ... 0 fr. 40 —

La Grande Guerre à la Une !

Les Hautes-Pyrénées
de 1914 à 1918
dans la presse



La Grande Guerre à la Une !

Les Hautes-Pyrénées de 1914 à 1918 dans la presse

Le Mot du Président



Lorsqu'est évoquée la Première Guerre mondiale, nous pensons, le plus souvent, aux tranchées qui marquent les terres du Nord et de l'Est de la France, à Verdun, aux Chemins des Dames ou encore aux taxis de la Marne. De part sa position géographique excentrée, notre département est resté éloigné de la ligne de front, des combats et des affres de la guerre.

Néanmoins, la situation est en réalité toute autre : les Hautes-Pyrénées ont en effet été partie prenante du conflit.

Elles l'ont été sur le plan humain par la mobilisation de ses hommes : près de 6 400 « poilus Haut-Pyrénéens » sont tués au combat sans oublier leurs nombreux congénères, revenus certes en vie, mais profondément meurtris tant physiquement que psychologiquement.

Elles le sont également par leur participation à l'effort de guerre, agriculture et industries étant alors entièrement dédiées aux besoins de la Défense nationale : de la fourniture de chevaux à la fabrication de pièces de harnachement et des ceintures en cuir en passant par l'usinage des obus de 75. Dans ce cadre, il faut souligner le rôle des femmes, des enfants, des vieillards mais aussi des travailleurs coloniaux et étrangers qui, depuis l'arrière, ont, par leur travail et leur investissement, contribué à la victoire des alliés et des armées françaises. Forces armées menées,

ne l'oublions pas, par un Tarbais, le Maréchal Ferdinand Foch.

Le Département vous invite donc aujourd'hui à découvrir les réalités auxquelles ont été confrontées les Hautes-Pyrénées durant cette période troublée, en se fondant sur notre important patrimoine écrit : la presse locale contemporaine de cet événement et les archives publiques et privées. Cette exposition, inscrite dans le cadre d'une initiative du Centre Régional des Lettres (CRL), labellisée par la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, participe ainsi au nécessaire devoir de mémoire qui forge notre identité. Cette très belle initiative dont je félicite vivement les initiateurs et l'ensemble des acteurs et concepteurs, nous donnent l'opportunité de ne pas oublier les sacrifices consentis par nos aïeux il y a maintenant cent ans.

Michel PÉLIEU
Président du Département des Hautes-Pyrénées

On les aura !



Sommaire

Des mots sur les maux... la presse et la guerre	p. 9
--	-------------

Les Haut-pyrénéens et le front	p. 11
---	--------------

En route pour les tranchées : le départ des mobilisés.....	p.12
La figure du Poilu	p.14
Les prisonniers de guerre : entre suspicion et solidarité...	p.16
Les blessés, incarnation du sacrifice	p.18
Guerre totale, mort de masse.....	p.20

Une économie de guerre	p.23
-------------------------------------	-------------

Un monde agricole bouleversé	p.24
Industries et Défense nationale	p.26
Face au manque de main-d'œuvre	p.28
L'or, nerf de la guerre.....	p.30
La crise des transports et de l'énergie	p.32

Les Haut-Pyrénéens au quotidien	p.35
--	-------------

Entre pénuries et rationnement	p.36
Au-delà de l'économie ménagère, la place des femmes et des enfants.....	p.38
Entre épidémies et manque de médecins.....	p.40
Les Hautes-Pyrénées, terre de refuge.....	p.42
La vie continue !	p.44

Une société sous contrôle	p.47
--	-------------

L'Union sacrée.....	p.48
...fragilisée et fissurée ?	p.50
La presse, outil de propagande.....	p.52
Le poids de la censure	p.54

Ceux de l'autre camp	p.57
-----------------------------------	-------------

De l'Allemand au « Boche ».....	p.58
Camps de prisonniers, camps d'internés	p.62
Les Alsaciens-Lorrains : Français ou ennemis ?	p.64

l'après-guerre	p.67
-----------------------------	-------------

Le retour des vainqueurs.....	p.68
La mémoire du sacrifice, le culte des morts	p.70
Des familles dévastées.....	p.72
« Le retour à la normale » : une chance pour les Hautes-Pyrénées ?	p.74

Les périodiques entre 1914 et 1920	p. 76
---	--------------

Bibliographie de la presse française	p. 78
---	--------------

Bibliographie	p. 78
----------------------------	--------------

5 centimes — JOURNAL HEBDOMADAIRE — 5 centimes

Le Semeur du Dimanche

5 ANS — N. 76

ABONNEMENTS

ANNONCES

Plus de Réactions et d'Informations
 EXAGÉRANT à l'ADMINISTRATIVE
 36^{me} rue Eugène-Édouard, TARBEI

Édition: 12 à 18 la ligne — Hauteur: 25 à 30 la ligne
 Pour le journal: M. GARRIGUES, Directeur & Administrateur
 25, rue Eugène-Édouard, TARBEI

L'AVENIR

(Ancien ECHO DES VALLEES)

LE DEVOIR

DÉMOCRATIQUE & SOCIAL

JOURNAL RÉPUBLICAIN Tarbais paraissant le Dimanche

Le Rédacteur en Chef: M. L. L...

Les Pyrénées

Journal Républicain

10 centimes

LE PETIT TARBAIS

Ancien PETIT MESSAGEUR

Journal Républicain

10 centimes

PYRÉNÉES-OCÉAN

Côte Basque, Côte d'Argent, Côte Vermeille, Espagne, Portugal

Organe Officiel de la Fédération des Syndicats d'Initiative du Sud-Ouest, et des Syndicats d'Initiative de Troulous, Tarbes, etc.

Le Semeur

DES HAUTES-PYRÉNÉES

5 centimes

LA DÉPÊCHE

JOURNAL DE LA DÉMOCRATIE

Dimanche 3 Août 1914

5 centimes

Le Numéro 10 Centimes

Le Républicain

DES HAUTES-PYRÉNÉES

JOURNAL QUOTIDIEN PARAISSANT LE SOIR

5 centimes

Des mots sur les maux... la presse et la guerre

Malgré l'éloignement des zones de combat, les Hautes-Pyrénées sont profondément marquées par le conflit. La presse, seul médium populaire de l'époque, est dans ce cadre un merveilleux outil pour appréhender ce département de l'arrière à l'épreuve de la Première Guerre mondiale.

Actualités internationales et nationales, informations locales, faits divers, conseils pratiques, publicités mais aussi, de manière plus inconsciente, vocabulaire, mise en page, illustration se conjuguent pour nous faire remonter le temps. Empreinte de censure et du conformisme obligé de l'Union sacrée, témoin des débats et courants de pensées de l'époque, la presse locale par ses silences, ses omissions et ses mensonges nous interpelle aussi.

Outre leur contenu, le conflit impacte jusqu'à l'existence même des périodiques locaux : leur nombre est ainsi divisé par deux dès 1914. Les titres les plus fragiles, qui dépendaient souvent d'une seule personne, disparaissent rapidement suite à la mobilisation de leur rédacteur. Seuls les journaux tels que les titres catholiques appuyés par le diocèse ou les quotidiens départementaux et régionaux (*La Dépêche*, *Les Pyrénées*, *Le Semeur*...) tiennent.

Cette presse souffre également des restrictions, en particulier celle du papier qui a des conséquences sur les formats et les prix. Cependant, le secteur reste vif : un nouveau titre, *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* voit ainsi le jour en 1917 tandis que les journaux départementaux profitent du repli de *La Dépêche* sur une aire géographique moins large.

À la fois source et objet historique, la presse n'en reste initialement pas moins un artefact éphémère destiné à être lu puis jeté. Imprimés sur un papier de mauvaise qualité, la conservation des journaux parus entre 1850 et 1950 reste difficile. Aussi, ont été mis en place des plans de conservations au niveau régional afin d'en assurer la meilleure préservation possible, la numérisation constituant alors une solution pour protéger les documents originaux.

On les aura !



2^E EMPRUNT
DE
LA DÉFENSE NATIONALE

Souscrivez

Les Haut-Pyrénéens et le front

Sur le plan géographique, les Hautes-Pyrénées restent éloignées de la ligne de front. Sur le plan humain, en revanche, elles sont partie prenante du conflit.

La mobilisation des Haut-Pyrénéens ainsi que le départ des nombreux régiments en garnison à Tarbes font en effet entrer le département dans un temps d'incertitude et de crainte.

L'arrivée des premiers convois de blessés est, quant à elle, vécue comme une intrusion crue et directe du conflit dans le quotidien des Haut-Pyrénéens tandis que l'annonce des soldats décédés au combat met définitivement la guerre au centre leurs préoccupations.

En route pour les tranchées : le départ des mobilisés

Le samedi 1^{er} août 1914, le tocsin sonne dans toutes les villes et les campagnes haut-pyrénéennes qui se couvrent d'affiches annonçant le premier jour de la mobilisation. L'attitude qui prévaut alors semble être l'étonnement car la presse, préoccupée par le scandale impliquant le ministre Caillaux, n'a pas, avant le 26 juillet, préparé les esprits à cette éventualité.

D'une commune à l'autre, les scènes sont fort contrastées comme le relatent les journaux.

A Bagnères-de-Bigorre, dans la soirée du 2 août, des mobilisés défilent dans les rues au son des tambours et trompettes. Applaudis par la foule, ils se dirigent vers la gare, escortés par une nuée d'enfants. Le lendemain, arrivent les hommes de Gerde qui traversent la ville pour se rendre à la gare, entonnant *La Marseillaise*, *Les Allobroges* et *Le chant du départ*. Mais en une sorte de contrepoint, les mères, les sœurs et les épouses suivent le cortège en pleurant.

A Tarbes, la pagaille prévaut ; les voitures amenant les réservistes de la campagne, les files de chevaux réquisitionnés et les chars qui portent des cargaisons d'effets militaires s'enchevêtrent.

« Ce ne sont, aux abords des casernes surtout, que scènes de larmes et déchirants adieux de la mère de l'épouse au réserviste qui va endosser l'uniforme ».

Cette tension du départ se prolonge quelques jours, combinant cérémonies organisées et rassemblements spontanés. Dans certaines communes comme à Ossun, les mobilisés sont ainsi salués par les conseillers municipaux et les membres du clergé. En revanche, les départs des classes suivantes, s'ils sont indiqués dans les journaux, ne donnent pas lieu à des manifestations particulières jusqu'à la classe 1919 mobilisée par anticipation : le jeune âge des conscrits leur vaut alors une évocation dans la presse, en particulier dans *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* du 22 avril 1918.



Ordre de mobilisation générale (1914)
ADHP, 12 FI 557

La mobilisation à Bagnères-de-Bigorre relatée dans *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* le 4 août 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33



Caserne Reffye à Tarbes (s.d.)
ADHP, 5 Fi 440 / 433

La figure du Poilu

Dès le déclenchement du conflit, des lettres de soldats sont publiées dans les journaux tels que *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* qui leur consacre une rubrique « A travers la correspondance des soldats pyrénéens ». En écho aux nouvelles joyeuses du front diffusées dans la presse, ces premières lettres apparaissent idylliques et semblent décrire une partie de chasse ou un heureux pique-nique, et non les réalités d'une guerre.

L'installation de la guerre dans la durée, les multiples articles sur le quotidien des soldats, les accusations de lâcheté portées par les journaux parisiens à l'encontre des régiments méridionaux ainsi que l'évocation de l'arrivée des premiers convois de blessés à Tarbes contribuent cependant à faire évoluer le discours de la presse locale.

Elle met alors en exergue l'habileté et le courage des soldats pyrénéens : les citations et les décorations sont régulièrement mentionnées dans les journaux, renforçant l'image héroïque du Poilu, de plus en plus présente tout au long de la guerre.

Les situations difficiles, les coups durs, les retraites sont également décrits. Le Poilu devient, dans ce contexte, un surhomme, riant dans l'adversité tels ces Gascons fabriquant des mannequins dits « mounaques » pour inciter les « boches » à tirer, ou ce vicquois qui prévoit, pour son retour, de dormir aux environs du camp militaire de Ger « où claque souvent le 75 » pour ménager la transition.

Héroïque, le soldat devient donc le rempart qui défend la France contre l'agression injuste et barbare telle la sentinelle avancée, « offrant à l'ennemi la première poitrine pour que la France dorme et qu'on ne passe pas ».



A travers la correspondance de nos soldats Pyrénéens

D'un soldat vicquois, qui se trouve au front, sur la Meuse :

Bar-le-Duc, 18 avril.

Cher frère,

Ça ronfle de mieux en plus ! Que s'en y dan, per adra, ue tarrible distribuciou. Le canon tonne sans discontinuer et un officier qui a fait halte ici hier soir m'a assuré que « ça bardait, mais que ça bardait bien ». Que sèy ço qui parla bo dise : cette opération de la fameuse « hogne » de Saint-Mihiel est en bonne voie. Il n'y a qu'à souhaiter qu'elle réussisse et que, de même que pour beaucoup de patients desquels on dit que « l'opération a bien réussi » et qui s'empressent de tourner l'œil nonobstant, le boche qu'on opère à cette heure en crève promptement avec toute sa bochie !

Je te parais enragé aujourd'hui, mais je voudrais t'en peu que tu y viennes... Quand on a vu — et qu'on voit chaque jour — ce que ces monstres ont fait et font (bien qu'ils se soient un peu... civilisés, si l'on peut dire) on n'a qu'un désir :

« Un seul désir, un seul espoir » leur casse la g... argamèle à tous et les faire frire à petit feu.

Affiche *Journée du Poilu* par Lucien Jonas (1915)

ADHP, 53 Fi 12

Extrait d'une lettre d'un soldat vicquois publiée par *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* le 27 avril 1915

ADHP, 1 JB 136 / 36

Sentinelle avancée sur le talus, là-bas,
 Contre l'arbre isolé dans l'ombre se dessine,
 Offrant à l'ennemi la première poitrine
 Pour que la France dorme et qu'on ne passe pas.

Quel que soit ton destin, ô modeste soldat,
 De toute sa grandeur ton âme nous domine.
 Qu'il est beau de braver la mort par discipline
 Seul, la nuit, ignoré, loin du bruit du combat.

D^r E. PORTES.

Extrait du poème
La sentinelle avancée
 du Docteur Portes
 publié par *L'Avenir*
 le 26 août 1917
 ADHP, 1 JB 6 (août
 1917)

Les prisonniers de guerre : entre suspicion et solidarité

A l'inverse des morts ou des blessés immédiatement magnifiés, l'image des prisonniers de guerre évolue au cours du conflit.

Initialement, les prisonniers sont oubliés. Dans la perspective d'une guerre courte, aucun belligérant n'estime nécessaire d'organiser les conditions de leur captivité. Un soupçon de lâcheté voire de trahison pèse également sur eux : l'administration militaire les considère, le plus souvent, comme des « disparus présumés prisonniers » et même une évasion réussie fait l'objet d'une enquête tant les suspicions sur les raisons de leur captivité demeurent prégnantes.

Cette perception change toutefois au cours de l'année 1915 au regard de leur nombre croissant : près de 680 Haut-Pyrénéens sont considérés comme prisonniers en octobre 1915, 1145 en mars 1917 et 1800 en novembre 1918. Leur sort rejoint alors le champ des solidarités nées avec la guerre.

Dans ce contexte, la création de l'Œuvre des prisonniers de guerre de l'arrondissement de

Tarbes en juin 1915 constitue en effet une réponse à leur situation : cette organisation a pour objectifs d'assister les familles dans l'incapacité d'aider leurs captifs par l'envoi de colis, et de faciliter la correspondance à laquelle a droit chaque prisonnier. La presse évoque d'ailleurs régulièrement ces actions à l'image du *Républicain des Hautes-Pyrénées* qui donne en mars 1917 la liste des prisonniers bénéficiaires de l'envoi de colis.

Parallèlement, plusieurs initiatives locales comme celles des Dames patronnesses de la ville de Tarbes, les versements du « sou hebdomadaire » par les écoliers et de « la part du prisonnier » par les instituteurs participent à l'amélioration de la situation des captifs et illustrent l'importance des réseaux de solidarité envers les soldats et leurs familles.

TARBES. - THEATRE DE L'ELDORADO
MARDI 30 JANVIER 1917, à 8 h. 12 du soir

**"ON NE PUT VRAIMENT DONNER UN EFFORT AU POUV. LE PAYS QUE
 EN UN ANNEE"** (Général L'HAUTY, 1891 à 1892)

"CHACUN PASSE SON DEVOIR, SELON SES ATTRIBUTIONS" (Monsieur LUTTRE)

"JAMAIS VOTRE ARMÉE NE FUT PLUS ENTRAINANTE, PLUS TAILLANTE" (Général LUTTRE)

"LA GEOMETRIE MATHÉMATIQUE DE LA VICTOIRE" (Général de CARTELHAN)

Maisonneuve (Œuvre Patriotique),
 Maisonneuve - #1 le tout - tous les Coeurges,
 Maisonneuve (Œuvre de la Patrie)

Paris ses aménagements et ses progrès, etc.

SEANCE PATRIOTIQUE

Sous les Présidences de M. le Préfet et de M. le Maire, par
Emile DENIAU

COMPOSITIONS
 de la Croix-Rouge, des Lignes Patriotiques, des "Confédérés Populaires" etc.

ŒUVRES DE GUERRE de LA VILLE

Quitté pour ces Œuvres, pendant la Seance

1^{re} CONFERENCE ANECDOTIQUE
 et sera lue sur
Le Patriotisme Français en Alsace

2^e POESIES ET CHANTS
 FANTASIES SALES, SCENES DANS LES VILLAGES
HYMNES DES NATIONS ALLIEES

Œuvre de la Patrie, 10 rue de la République, 101, PARIS
 Œuvre de la Patrie, 10 rue de la République, 101, PARIS
 Œuvre de la Patrie, 10 rue de la République, 101, PARIS

Séance patriotique par
 Emile Deniau au profit
 des œuvres de guerre
 de la ville de Tarbes
 (1917)

ADHP, 12 FI 501

—x—
Les Colis
 pour les Prisonniers.

Dans une récente question écrite, le commandant de Ludre, député, exposait au ministre des affaires étrangères que certains prisonniers français en Allemagne, notamment ceux du camp de ..., étaient contraints de partager les vivres qu'ils recevaient de leurs familles avec les paysans chez lesquels ils sont employés, et lui demandait s'il n'estimait pas qu'il conviendrait de confisquer les colis envoyés aux prisonniers allemands en France jusqu'à ce que cette situation ait pris fin.

Il vient de recevoir cette réponse :
 « De nombreux renseignements parvenus à la connaissance du ministre des affaires étrangères, il résulte que le service de distribution des colis adressés aux prisonniers de guerre français internés en Allemagne se fait, depuis avril, dans les conditions les plus défectueuses et les plus injustifiables ; cette situation a déterminé le gouvernement à prendre des mesures de représailles et il a été décidé que les colis adressés aux prisonniers allemands en France seraient retenus jusqu'à ce que le service de contrôle et de distribution des colis adressés aux prisonniers de guerre français en Allemagne ait repris d'une façon normale : le gouvernement allemand a été avisé de cette décision ».

—x—

La difficulté
 d'acheminement des
 colis destinés aux
 prisonniers français en
 Allemagne évoquée
 dans *Le Républicain
 des Hautes-Pyrénées*
 le 11 juin 1917

ADHP, 4 JB 2 / 3



Réception de
 prisonniers français
 en Suisse (1917)
 ADHP, 8 NUM 2, dépôt
 Gozard

Les blessés, incarnation du sacrifice

Le départ des mobilisés au début du mois d'août 1914, le recrutement dans les industries de guerre, les premières réquisitions de produits agricoles frappent les consciences des Haut-Pyrénéens. Cependant, pour la majorité des habitants, l'arrivée des convois de blessés est vécue comme une intrusion crue et directe du conflit dans un département éloigné de la réalité des combats.

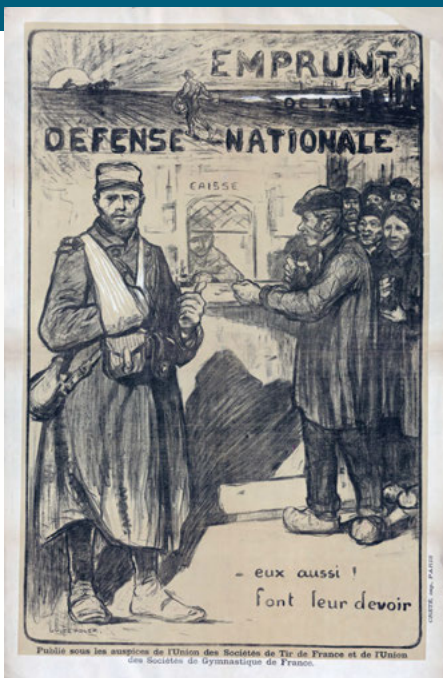
Le 25 août 1914, les premiers blessés arrivent en gare de Tarbes. La presse retranscrit la forte émotion suscitée dans la population venue accueillir et même acclamer les héros.

Ces hommes paraissent, selon le quotidien *Les Pyrénées* du 28 août, « heureux et fiers d'avoir payé une première dette à la Patrie, et leur plus vif désir est de retourner à la frontière une fois guéris. Quel spectacle réconfortant ! ». Il est notable que par la suite, la presse délibérément ou par contrainte, sera beaucoup moins diserte sur ces convois, les dépêches officielles se substituant progressivement aux articles pleins de fierté et d'enthousiasme...

Le nombre de convois augmentant sans cesse, les différents acteurs chargés de l'accueil et des

soins réquisitionnent établissements scolaires, couvents, stations thermales et tentent d'agir de concert afin d'absorber les flux croissants. Ainsi, l'hôpital militaire installé à Barèges admet environ 590 blessés entre juin et septembre 1915 et près de 640 l'année suivante à la même période.

La guerre s'installant dans le temps, l'organisation complexe de l'accueil des blessés dans le département n'est pas sans susciter certaines tensions entre autorités civiles, militaires et religieuses. Par ailleurs, une autre réalité vient briser l'unanimité populaire : il s'agit de l'accueil des blessés allemands « fraîchement » reçus par la population, qui sont néanmoins soignés et traités dignement, la contrepartie étant alors attendue de la part de l'ennemi.



Affiche *Emprunt de la défense nationale*. *Eux aussi font leur devoir* par Jules Adler illustrée d'un Poilu blessé (1916)
ADHP, 53 Fi 11

Un premier convoi de blessés à Tarbes

Hier soir, vers six heures, un premier convoi de blessés est arrivé en gare de Tarbes. Ils étaient cent cinquante environ.

La population tarbaise qui s'était portée en masse sur les différents points où devaient passer nos chers soldats, formait une haie depuis la cour de la gare jusqu'à l'hôpital militaire où la plupart d'entre eux ont été transportés.

Sur tout le parcours, ces braves ont été chaleureusement acclamés.

Presque tous sont atteints soit au bras, soit aux jambes, quelques uns, moins nombreux, à la tête.

L'un de ceux dirigés sur l'école Jeanne d'Arc où se trouve, confortablement installé, un hôpital volant, paraissait avoir les deux joues traversées par une balle.

Après un long et pénible voyage, tous étaient heureux de respirer ce bon air de nos montagnes et surtout de trouver un bon lit bien blanc, bien confortable où ils pourraient enfin, jouir d'un sommeil réparateur et combien mérité !

Grace aux soins dévoués dont ils ne manqueront certes pas d'être entourés, nos chers blessés se rétabliront rapidement ; c'est là notre vœu le plus sincère.

L'arrivée des premiers blessés à Tarbes relatée par *Le Républicain* le 26 août 1914

ADHP, 1 JB 106 / 61



Le grand séminaire de Tarbes transformé en hôpital temporaire (s.d.)

ADHP, 5 Fi 440 / 21

Guerre totale, mort de masse

La guerre fait au total 1 400 000 morts côté français. Dans ce décompte macabre, les Hautes-Pyrénées ne sont pas épargnées : environ 6 300 mobilisés originaires du département sont tués au combat ce qui, rapporté aux effectifs de l'active, représente un Haut-Pyrénéen sur quatre.

Selon la presse locale, le premier Haut-Pyrénéen, Edouard Garoby, tombe sur le champ de bataille dès le 13 août 1914. Sa famille n'est toutefois prévenue que le 30 et l'information diffusée au public le 1^{er} septembre. Dès lors, les familles de mobilisés craignent l'arrivée du courrier et les visites du maire ou des gendarmes surtout lorsqu'elles restent longtemps sans nouvelles d'un proche.

Dans ce contexte, les soldats morts sont célébrés. Des cérémonies publiques rassemblent alors autorités civiles, militaires et religieuses dans une communion unanime illustrant l'Union sacrée. L'heure est moins au deuil intime qu'à la glorification presque enthousiaste des héros tombés au front. Leur sacrifice est idéalisé et a valeur d'exemple.

Cette atmosphère exaltée qui fait l'éloge de la mort créatrice, transparaît dans la presse mais ne doit pas faire oublier le désarroi et la douleur des veuves et des orphelins. Ceux-ci doivent dans un contexte de pénurie et de rationnement multiplier les démarches administratives pour obtenir pensions et cartes d'alimentation censées compenser le préjudice.

Toutes ces familles ont d'autant plus de difficultés à faire leur deuil que le général Joffre décide le 19 novembre 1914 d'interdire le transport des corps. Toute restitution des dépouilles aux familles est dès lors proscrite. Cette mesure prise pour des raisons sanitaires et matérielles mais aussi par souci d'égalité est très mal vécue : les familles doivent attendre la loi de finances du 31 juillet 1920 qui prévoit la restitution des corps aux frais de l'Etat. Ce n'est qu'à partir de ce moment que le deuil individuel peut alors vraiment commencer.

Mort au Champ d'Honneur

Le premier décès de militaire officiellement connu est celui du jeune Edouard Garoby, de Tarbes, fils de M. Pierre Garoby, propriétaire du café des Lilas, au Marcadieu, et neveu de M. le Curé de Séméac.

La fatale nouvelle fut portée à la famille samedi soir 30 août, par M. le Maire de Tarbes, à qui un télégramme officiel venait d'apprendre la mort du jeune homme, tué à Azerailles (Meurthe-et-Moselle), au combat du 13 août.

La nouvelle de cette mort, aussitôt répandue, a causé la plus douloureuse émotion dans le quartier, où le jeune Garoby était très connu et unanimement estimé.

Séance du 24 juillet 1915.

Présents : M. A. Berger, président, Sébaste, Vassé et Lacaze.

Absents : M. A. Degraun et Pajon.

M. le Préfet absent à la tomba.

Le Préfet absent à la tomba. M. A. Berger, président, Sébaste, Vassé et Lacaze. A priori verbal et adopté.

Après le procès, à l'occasion de l'affaire ouverte à l'égard de la guerre et la tenue de la séance prononcée l'allocution suivante :

"Je me fais un honneur d'acquiescer le vif regret qu'a causé au membre de la Commission départementale la nouvelle de la mort de notre excellent collègue, M. Culain, qui avait eu le cœur particulièrement sympathique pour les causes sociales et les qualités de bon sens et de probité. Ce vœu de paix pour toujours, pour tous, dans un coin de cette terre aimée de France, à la tête de laquelle, tant d'héroïques enfants ont sacrifié leur vie !

Qu'il y trouve, au ciel, la gloire que mérite le tombeau des héros tombés pour la plus noble cause dans la plus méconnaissable de guerres.

Les collègues s'inclinent respectueusement devant cette épreuve et ces chers enfants qui pleurent aujourd'hui le mort le plus brave, le plus glorieux, et leur adressent l'expression de leur bien vœux pour l'âme sympathique.

M. le Préfet tient à l'annonce, au nom de l'Administration départementale, son regret exprimé par M. Berger à l'occasion de la mort de M. Culain glorieusement tombé au champ d'honneur au tombeau de la patrie et de l'Etat, qu'il s'engageait avec un serrement et une activité à signer plus grands illego.

Hommage à Edouard Garoby, premier Haut-Pyrénéen décédé au front publié par *Le Républicain* le 1^{er} septembre 1914 ADHP, 1 JB 106 / 61

Hommage rendu par le Conseil général lors de sa séance du 29 juillet 1915 à Jean-Paul Trelaün, conseiller du canton d'Aucun décédé au champ de bataille (1915) ADHP, 1 N 153

assis contre le talus d'une route et causions tranquillement, survint une rafale d'obus éclatants sur toute la ligne de travailleurs, un de gros calibre nous tomba à environ deux mètres devant deux hommes à ma droite, me blessant, gravement, au bras droit et à la jambe gauche et blessant grièvement ou tuant le pauvre Noguès ce que je ne puis vous dire, car il faut que je l'avoue, je perdais pendant un instant l'usage de mes sens, quand je revins à moi, je le vis encore étendu sur le bord de fosse, le bombardement continuait toujours je fis quelques pas comme je pouvais et trouvais un brancardier et l'ai mandé auprès de lui. A partir de ce moment je n'ai plus rien vu. Je l'ai dit au major en passant au poste de secours. Depuis j'ai écrit plusieurs lettres à mes amis infirmiers ils ne m'ont jamais plus causé de lui, ils m'ont annoncé d'autres morts. Votre neveu n'est sûrement pas prisonnier. D'après les éclats que j'ai reçus dans la capote et vu l'emplacement où il était tout me fait presumer qu'il aura été atteint à la tête. Ce sont tous les détails que je puis vous donner, il était très courageux et s'est bien donné auprès des blessés on voyait qu'il faisait cela par amour et était très heureux de ne pas être

Extrait d'une lettre de Joseph Magny relative au décès de Jules Noguès au front (1916) ADHP, 1 J (n.c.), don Senmartin



Une économie de guerre

Zone largement rurale, les Hautes-Pyrénées s'affirment également comme un espace à forte activité industrielle.

Riche de ses équipements hydroélectriques qui fournissent à l'industrie l'énergie indispensable, le département compte en effet un important réseau d'entreprises qui prennent part à la Défense nationale et dont le symbole demeure l'Arsenal de Tarbes.

Avec le déclenchement du conflit, s'implantent également de nouvelles usines fournissant en particulier les composants d'explosifs. Un vaste complexe militaro-industriel haut-pyrénéen émerge donc durant cette période.

Par son agriculture qui participe au ravitaillement de l'armée et par son industrie qui concourt à l'effort de guerre, les Hautes-Pyrénées, si éloignées de la ligne de front, sont donc pleinement impliquées dans le conflit. . .

Un monde agricole bouleversé

Département rural, les Hautes-Pyrénées se heurtent tout au long du conflit à une double problématique sur le plan agricole : d'un côté, la mobilisation de la main d'œuvre agricole et de l'autre, les réquisitions.

La mobilisation qui se déroule en pleine période de récoltes et de battage des céréales, prive les campagnes haut-pyrénéennes d'une large part de sa main-d'œuvre. Compensée partiellement par les femmes, les enfants et les vieillards, cette situation entraîne, à partir de 1917, un recul des surfaces cultivées au profit de l'élevage moins exigeant en main-d'œuvre.

Les agriculteurs haut-pyrénéens se trouvent également confrontés aux réquisitions de l'armée : dès le 18 août 1914, un appel impérieux est lancé par le préfet par voie de presse indiquant que les Hautes-Pyrénées devront fournir 16 000 quintaux de blé à compter de la fin du mois. Si de nombreuses communes honorent leurs prestations, d'autres allèguent le manque de bras. De courts articles paraissent alors dans *Les Pyrénées* pour donner en exemple des solutions apportées par certaines communes

pour répondre aux besoins de l'armée.

Parfois, comme à Saint-Lézer, la livraison du blé est l'occasion de manifestations patriotiques : les chars sont ainsi pavoisés aux couleurs franco-russes, fleuris et enguirlandés par les jeunes filles du village.

Pesantes pour le monde agricole, ces réquisitions font l'objet de plaintes multiples. Ainsi, *Le Bulletin de la Société départementale d'agriculture* et *Le Semeur des Hautes-Pyrénées*, relaient, avec des mots très durs, les inquiétudes des éleveurs concernant le prélèvement des chevaux et du bétail. Très mal organisées, ces opérations, pas moins de trois entre août et octobre 1914, hypothèquent, selon eux, l'avenir : des juments poulinières, des étalons et de trop jeunes animaux sont en effet prélevés. Au moyen de la presse, les éleveurs invitent donc l'administration à plus de prudence et moins d'interventionnisme.



Cette rédaction d'un texte trop absolu a eu des résultats désastreux dans certaines régions et, notamment, dans la plaine de Tarbes. Effrayés par les injonctions de maires pusillanimes, de secrétaires de mairie ignares et de gardes-champêtres bornés, une foule d'éleveurs ont présenté des juments pleines dont certaines avaient une valeur de 1.500 à 2.000 francs et qui leur ont été payées... 50 % au-dessous de ces chiffres!

Quand on a cru s'apercevoir qu'elles pouvaient être pleines, on les a revendues à vil prix; beaucoup ont crevé, d'autres avorté; et je laisse à deviner en quel état se trouve le foal que nombre d'entre elles n'avaient pas achevé de nourrir de leur lait!

Ces préjudices, subis d'abord par les éleveurs, puis par l'Etat, auraient pu, auraient dû être évitées: il suffisait d'insérer sur ces affiches rigoureusement impératives, ces mots essentiels: *sauf les étalons et les poulinières*. On ne l'a pas fait, on a eu grand tort; car, non sans raison, nos éleveurs se sont inclinés devant la phrase trop absolue: *Tous les chevaux!* Et surtout, cette faute n'aurait pas dû se renouveler après constatation des effets désastreux dont, par deux fois déjà, elle avait été la cause.

Affiche *Semez des pommes de terre* par Hauton (1915)
ADHP, 1 R 232

Lettre adressée au Ministre de l'Agriculture relative aux modalités de réquisition des chevaux parue dans *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* (1914)
ADHP, 1 JB 136 / 34



La foire aux chevaux à Tarbes (s.d.)
ADHP, 5 Fi 440 / 388

Industries et Défense nationale

A sa création en 1871, l' Arsenal de Tarbes est le seul établissement industriel des Hautes-Pyrénées qui relève du Ministère de la Guerre. Toutefois, avec le déclenchement du conflit, de nombreuses entreprises émergent, se développent ou s'adaptent afin de répondre aux besoins de la Défense nationale.

A Bagnères-de-Bigorre, véritable pôle industriel avant-guerre, les grandes entreprises s'engagent dans l'immense marché de l'armement à l'image de Dominique Soulé (matériel ferroviaire roulant) ou Pierre Latécoère (matériel ferroviaire roulant, chariots pour le parc d'artillerie et lancement des avions de combat Salmson produits ensuite à Toulouse). A Gerde, Pierre Comet implante une usine de production d'obus à proximité de sa manufacture de lainages.

Grâce à ses équipements hydroélectriques, le département voit également l'aménagement d'industries lourdes, pourvoyeuses des composants d'explosifs telles que l'usine de la Norvégienne de l'Azote construite à partir de 1915 à Pierrefitte ou la poudrerie de Lannemezan érigée à compter d'octobre 1917.

A cet ensemble s'ajoutent des entreprises artisanales telles que scieries, tanneries,

saboteries qui connaissent une expansion inattendue en fournissant à l'armée selles, harnachements divers, caissons d'artillerie ou caisses de munitions. A Tarbes, Gache produit ainsi de la sellerie destinée aux régiments d'artillerie, Sabatier et Sansot des uniformes et Dupont des caisses à obus.

L'Arsenal reste néanmoins la pièce maîtresse de cette économie de guerre avec des capacités de production croissantes jusqu'en 1917. Il livre plusieurs types de canons et surtout des fusées éclairantes et des munitions, en particulier des obus de 155 mm et de 75 mm.

Cependant, l'éloignement du front et la pénurie de matériel ferroviaire roulant finissent par marginaliser le département, provoquant même la fin de la production du « fameux » obus de 75 mm dès l'été 1917.

« Ce n'est pas seulement la 9^e division qui est touchée par la suppression des obus de 75 millimètres explosifs ou à charge arrière, mais quatre divisions, c'est-à-dire beaucoup. Si l'on ajoute à la perte de ces fabrications qui existaient depuis de longue date à l'arsenal, celle du montage de la fusée qui se fait à présent à Pau, cela porte à trois les fabrications qui disparaissent de l'arsenal pour n'y plus revenir peut-être.

« Ce n'est pas le moment de rechercher à qui ou à quoi on doit attribuer ce revirement vers l'industrie privée, mais assurément pas à l'économie peut-on affirmer avec tous ceux un peu au courant des prix des usinages comparatifs de nos arsenaux et de l'industrie, et qui savent partinement, par des données indiscutables, que le prix de revient d'un obus 75 à charge arrière est de cinq francs moins cher dans notre établissement militaire que dans les ateliers privés C..., par exemple, à Paris, modèles autant que modernes.

Témoignage d'un ouvrier de l'Arsenal de Tarbes sur l'arrêt de la production de l'obus de 75 mm extrait du journal *Les Pyrénées* (1917)
ADHP, 2 R 90



Vue de l'Arsenal de Tarbes (s.d.)
ADHP, 5 Fi 440 / 411



Sortie des ouvriers de l'Arsenal de Tarbes (s.d.)
ADHP, 5 Fi 440 / 406

Face au manque de main-d'œuvre

Avec la mobilisation des hommes, l'insuffisance de main-d'œuvre devient un problème crucial. L'emploi féminin, le recours aux étrangers et aux prisonniers de guerre tendent alors à pallier ce manque.

L'économie de guerre nécessite que nombre de mobilisés dénommés « affectés spéciaux », soient placés comme ouvriers militaires dans des secteurs stratégiques où ils côtoient d'autres travailleurs, trop jeunes pour être appelés ou ayant dépassé « l'âge militaire » comme c'est le cas à l'Arsenal de Tarbes.

Cet établissement qui emploie au tournant des années 1916-1917 près de 16 000 personnes, compte également un important contingent féminin : les femmes représentent en effet un tiers de ses effectifs. Face à l'ampleur des commandes, l'Arsenal doit aussi faire appel aux travailleurs coloniaux, Annamites et Malgaches, malgré les préjugés raciaux.

Comme par le passé, mais avec une plus grande ampleur, le recours aux Espagnols est favorisé par un accord avec le gouvernement de Madrid qui s'engage à faciliter le recrutement de 150 000 de ses nationaux. Sur les chantiers, dans les usines et dans les champs, ces travailleurs sont

donc partout. Parallèlement, des Chinois, au statut plus incertain, sont employés dans la vallée d'Aure.

Cette extrême diversité de la main-d'œuvre est enfin renforcée par l'utilisation comme ouvriers agricoles ou industriels, de prisonniers militaires, en particulier des Alsaciens-Lorrains enfermés au château de Lourdes, et d'internés civils du camp de Garaison.

Si la liberté syndicale et le droit de grève sont maintenus pendant le conflit, seuls les Espagnols, malgré le risque d'expulsion, et surtout les femmes s'y aventurent. Les hommes, affectés spéciaux ou d'âge militaire, craignent, quant à eux, d'être envoyés sur le front.

Les grèves relatées par la presse sont essentiellement celles des femmes, en particulier les ouvrières de l'Arsenal qui cessent le travail à plusieurs reprises pour des raisons salariales teintées de pacifisme.

**L'arrivée de travailleurs
coloniaux à Tarbes
évoquée par Le Semeur
des Hautes-Pyrénées
en septembre 1915
ADHP, 1 JB 136 / 37**

**Des travailleurs
coloniaux à la sortie
de l'Arsenal de Tarbes
(s.d.)
ADHP, 5 Fi 440 / 43**



309 ANNAMITES A TARDES

La présence de la grande crise de main d'œuvre qui sévit depuis un an, le Ministre de la guerre n'a pas seulement sollicité le concours de l'armée, il a cherché au dehors les bras qui nous manquaient pour arriver à une surproduction en tant que de canon, et minations : aussi s'est-il adressé à son collègue du Ministère des Colonies pour qu'il mit à sa disposition des Annamites. Oui, vous avez bien lu : des Annamites.

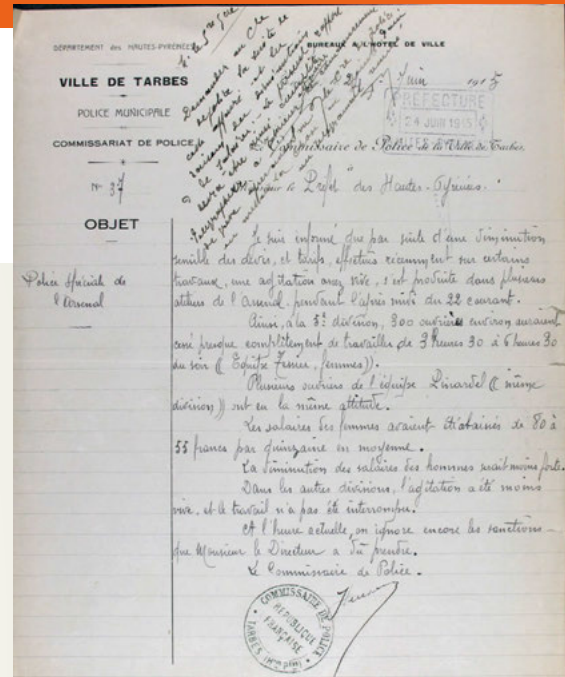
Plusieurs milliers, partis de Saigon le 5 Août, sont arrivés à Marseille il y a quelques jours. Ils ont donc eu 43 jours de traversée et ils furent immédiatement répartis dans les différentes usines de guerre de notre région; c'est ce qui a valu aux Tarbais d'en recevoir ce matin, par le train de 10 h. 09, trois cent soixante neuf.

Ceux et surtout celles qui, en curieux ou en curieuses, s'étaient dérangés pour assister à leur arrivée furent déçus. Ils croyaient voir les Annamites vêtus de leurs beaux pourpoints aux couleurs éclatantes; ils comptaient admirer leur abondante chevelure divisée en une superbe et grosse natte. Il n'en fut rien: nos 309 Annamites avaient perdu de leur pittoresque, parce qu'ils étaient dépourvus de leurs vêtements traditionnels. Plus de pourpoints chamarrés, plus de nattes. Ils avaient endossé l'uniforme de nos artilleurs: leurs cheveux étaient coupés à ras et ils étaient coiffés du bonnet de police plombé d'une minuscule cocarde tricolore. Ce fut néanmoins un spectacle curieux de voir ces belles figures bronchées au milieu de nos braves vieux territoriaux parisiens et de nos diligents tarbais de l'atelier de construction. Ils sont en majorité très jeunes, de 18 à 25 ans. Il y en a quelques-uns ayant dépassé le quart de siècle.

Nos hôtes qui sont de très brillants spécialistes armateurs pour la plupart, seront logés et couchés à la caserne Hoffe où ils seront postés par un cadre européen que dirigeait M. le capitaine de Haynec, assisté du lieutenant Fourrier, de l'infanterie Bessol, de deux sergents et de trois caporaux.

L'école des Annamites a été préparée avec soin et sera assurément. Ils retourneront dans leur pays — à la fin des hostilités — sous l'impression favorable que les officiers à service en France, pour soulager les services rendus par eux nous faisons solennellement le concours de leurs bras.

Ed. TRESLAT.



**Rapport du
commissaire de police
de Tarbes concernant la
grève de 300 ouvrières
de l'Arsenal suite à
la diminution de leur
salaire (1915)
ADHP, 10 M 21**



**Groupe de travailleurs
alsaciens-lorrains
sur le chantier
d'aménagement d'un
canal en vallée du
Louron (s.d.)
ADHP, série Fi (fonds
Castells)**

L'or, nerf de la guerre

Afin de soutenir l'économie de guerre, la recherche de capitaux s'avère rapidement inévitable. Dès le début du conflit, la France vote des crédits exceptionnels : la guerre des matériels impose celle des financements.

La durée des combats réclame sans cesse de nouvelles dépenses : alors que le budget de l'Etat n'atteint que 5 milliards de francs en 1913, le pays dépense 38 milliards de francs-or en année moyenne durant le conflit ! Pour faire face, l'Etat lance, entre novembre 1915 et octobre 1918, quatre emprunts nationaux qui rapporteront 55,6 milliards de francs-or au total.

Le lancement de chacun de ces emprunts est popularisé par d'importantes campagnes d'affiches. Au cours de ces opérations de collecte, les journaux constituent également de véritables outils de propagande d'autant plus qu'au lendemain du succès du premier emprunt, les deux suivants laissent entrevoir un recul des versements d'or. Dans ce contexte, on assiste à une véritable mobilisation de la presse

pour inciter la population à soutenir cet effort. Ainsi en septembre 1916, l'évêque de Tarbes et Lourdes lance un appel aux fidèles dans l'hebdomadaire religieux, *Le Journal de la Grotte*, témoignant de l'implication de l'Eglise dans la campagne en faveur de l'emprunt. Au moyen d'une lettre circulaire destinée à être lue par tous les curés lors de la messe, il encourage les paroissiens à verser leur or à l'Etat pour « mener avec plus d'énergie la lutte contre notre injuste agresseur, et de parvenir sûrement, et même rapidement, à la victoire, et, par la victoire, à une paix durable et digne de nous ».

L'année suivante, *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* insère même des illustrations, très rares dans ce quotidien, destinées à convaincre les Haut-Pyrénéens à verser leur or « pour une France plus forte, pour une victoire plus rapide ».

L'EMPRUNT



Le Grand-Père. — Bien sur que j'allons souscrire pour t'éviter d'aller à la guerre, comme ton père !

L'EMPRUNT



— Ce sont des braves gens, mon bon Poilu, qui viennent comme moi souscrire à l'Emprunt, pour une France plus forte, pour une victoire plus rapide !

Illustrations destinées à promouvoir le troisième emprunt national publiées dans *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* (1917) ADHP, 4 JB 2 / 3



L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

MAQUET G. PARIS

Affiche pour le quatrième emprunt national par Abel Faivre (1918) ADHP, 12 Fi 562

La crise des transports et de l'énergie

Dès 1915, s'amorce une crise des transports, principalement celle du chemin de fer, dont pâtissent les Hautes-Pyrénées. Comme le relatent le *Bulletin de la Société départementale d'agriculture* et celui de la *Chambre de commerce de Tarbes* publiés en mai de cette même année, celle-ci a un impact humain et matériel.

D'une part, à la suite de la déclaration de guerre, les trains sont réservés en priorité à l'armée et au transport des hommes mobilisés. Dans ce contexte, l'évacuation des touristes et pèlerins présents dans le département est rendue extrêmement difficile.

D'autre part, cette crise perturbe fortement la circulation des matières premières. Cette situation s'avère alors préjudiciable à la fois à la population et aux entreprises locales même si ces dernières demeurent, un temps, préservées malgré quelques ruptures d'approvisionnement.

Avant-guerre, les mines de charbon de Carmaux (Tarn) fournissent l' Arsenal de Tarbes et les principales usines du département alors que les particuliers (hôteliers, commerçants,

négociants...) reçoivent du charbon anglais importé via Bayonne. Mais le conflit mine gravement ce réseau d'approvisionnement qui s'effondre à compter de mai 1917.

Le département se tourne alors vers ses propres ressources énergétiques, en premier lieu, l'eau, fondement de son développement industriel au cours du dernier tiers du XIX^e siècle. Des projets d'aménagement de centrales hydroélectriques sont ainsi lancés et plusieurs chantiers sont ouverts en vallée d'Aure afin d'alimenter la nouvelle usine d'explosifs de Lannemezan. Parallèlement, on entreprend l'exploitation intensive d'une autre catégorie de charbon, le lignite d'Orignac, ainsi que du bois. Mais ces entreprises demeurent un bien maigre recours au regard des besoins.

La Lignite d'Orignac.

Vendredi dernier, MM. Noguès, député, Roussel, sous-préfet, et Mora, conseiller d'arrondissement, accompagnés de M. de Serres, ingénieur principal à la Penarroya, ont visité les chantiers de lignite d'Orignac, dans lesquels travaillent actuellement soixante ouvriers, sous la direction de M. l'ingénieur Sugier.

Ces chantiers, qui ont été dénommés Cieutat, Ordizan et Montgaillard, comprennent trois attaques, deux à ciel ouvert et une galerie souterraine.

Ils sont en bonne voie d'exploitation et l'extraction donne des résultats satisfaisants, puisque déjà trois wagons de lignite ont été expédiés à l'Arsenal de Tarbes.

Ajoutons comme détail technique que si la houille de Carmaux représente 8.000 calories, le lignite d'Orignac en vaut 5.000.

Ainsi qu'on le voit, dans cette période

de pénurie de charbon de terre, le lignite d'Orignac est appelé à rendre de précieux services, en particulier aux habitants du département des Hautes-Pyrénées, qui peuvent s'adresser pour tous renseignements à M. de Serres, à Tarbes, et, sur les lieux, à M. Sugier.

Fermeture des magasins

Par décision ministérielle, à dater du 15 novembre prochain la fermeture des magasins est fixée à six heures du soir.

Sont exceptés de cette mesure, les magasins d'alimentation, les pharmacies, ainsi que les cafés et débits de boissons.

Cette mesure a été prise pour laisser à la disposition des usines qui travaillent pour la guerre, les pétroles et essences qui servent à la production de l'éclairage.

Utilisation du lignite d'Orignac comme matière première évoquée dans *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* en juillet 1917

ADHP, 4 JB 2 / 3

Fermeture des magasins dès six heures du soir afin d'économiser les sources d'éclairage pour les usines mobilisées pour la Défense nationale parue dans *L'Avenir* (1916)

ADHP, 1 JB 6 (novembre 1916)

18 SAINT-PÉ-de-BIGORRE — La Gare



Gare de Saint-Pé de Bigorre (s.d.)

ADHP, 5 Fi 395 / 76



LES HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES. - PLACE MARCADIEU PENDANT LE MARCHÉ



MAISON LAGACHE FRÈRES, TOULOUSE.

Les Haut-Pyrénéens au quotidien

A partir du mois d'août 1914, la mobilisation arrache les Haut-Pyrénéens à leurs occupations habituelles et bouleverse profondément leur quotidien.

La presse témoigne des difficultés rencontrées par la population, en particulier les pénuries et le rationnement qui avivent les critiques et minent l'Union sacrée.

Ces privations et la dégradation de l'encadrement sanitaire ont d'ailleurs des effets directs sur les habitants confrontés à des épidémies de tuberculose et de « grippe espagnole ».

Dans ce contexte difficile, on constate malgré tout qu'une culture de temps de paix se maintient et que la société des loisirs naissante ne disparaît pas complètement. Même en 1916, on peut donc se dire « la vie continue » !

Entre pénuries et rationnement

Bien qu'éloignées du front, la vie des populations haut-pyrénéennes est bouleversée par l'ordre de mobilisation générale : les ressources humaines et matérielles du département sont ainsi rapidement mises au service de la guerre.

Durant les premières semaines, l'engouement patriotique fait accepter les réquisitions et les sacrifices. Mais dès la fin de l'été 1914, les premières inquiétudes voire récriminations émergent. En effet, les Hautes-Pyrénées demeurent un département rural, territoire à la fois d'élevage et de production céréalière. Il est donc contraint de contribuer à l'approvisionnement d'une armée de plusieurs millions d'hommes.

Les besoins grandissants et la désorganisation du système de production lié au départ des hommes mobilisés expliquent le début des pénuries et du rationnement. Ainsi, l'autorité préfectorale relayée par les municipalités décrète des réquisitions de plus en plus fréquentes qui touchent une gamme de produits sans cesse élargie.

C'est le cas, dès le début du conflit, du blé, le

pain étant un aliment de base au front comme à l'arrière, du sucre ou du beurre. D'autres produits essentiels comme le charbon manquent aussi alors que le papier, nécessaire à la circulation de l'information, connaît des restrictions. Cette situation ne manque d'ailleurs pas de faire réagir les professionnels de la presse à un moment où « le récit de la guerre » revêt une importance capitale pour le maintien du moral de l'arrière.

Ce contrôle grandissant de la production et de la commercialisation entraîne fraudes et marché noir qui constituent l'envers de la mobilisation générale et de l'Union sacrée. La presse condamne d'ailleurs fermement ces attitudes anti-patriotiques même si son discours est parfois teinté d'une forme de compréhension ou d'empathie au regard du contexte général.



Affiche *Nous saurons nous en priver* par Camille Boutet (1916)
ADHP, 53 Fi 2

LE PRIX DU PAIN

Un arrêté municipal, en vue d'établir une juste mesure entre les intérêts des consommateurs et ceux des vendeurs, vient de fixer comme suit le prix du pain :

Pain rond de 1 kilo	0f 45
— 2 —	0 85
— 3 —	1 25
— 6 —	2 50
Pain long de 1 kilo	0 47
— 2 —	0 95
— 3 —	1 35
— 6 —	2 70

Les petits pains de 500 grammes et au dessous quelle que soit la forme, ne sont pas sujets à la taxe.

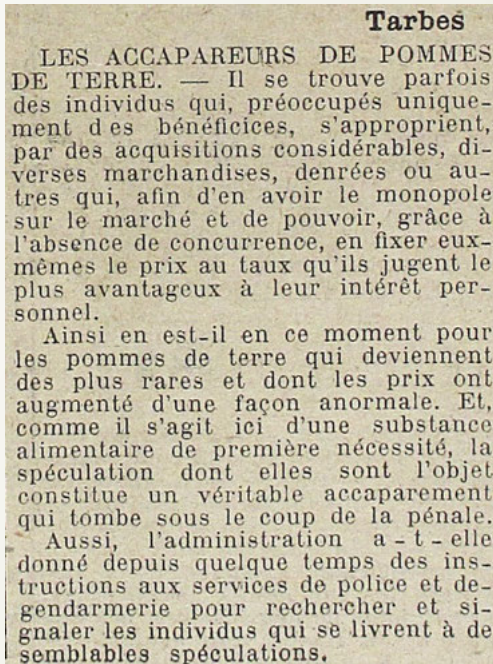
Les boulangers et débitants ne devront exposer en vente que du pain bien manipulé ayant le poids et le degré de cuisson convenables.

Tous les pains vendus entiers ou fractionnés devront être pesés avant d'être livrés.

En cas d'insuffisance du poids, les boulangers seront tenus de porter la différence.

Affichage ostensible dans les magasins de l'arrêté municipal, ainsi que dans les voitures destinées à transporter le pain à domicile.

Annonce du prix du pain par *L'Avenir* le 2 janvier 1916
ADHP, 1 JB 6 (janvier 1916)



Affiche *Economisons le pain en mangeant des pommes de terre* par Yvonne Vernet (1916)
ADHP, 53 Fi 3

Spéculation sur la vente de pommes de terre évoquée par *Les Pyrénées* le 21 mars 1917
ADHP, 1 JB 106 / 64

Au-delà de l'économie ménagère, la place des femmes et des enfants

Les restrictions et les pénuries impactent la vie quotidienne tout comme l'absence des hommes mobilisés que doivent compenser les femmes et les enfants. Petits et grands, chacun participe à sa mesure à l'effort de guerre.

Sur le plan ménager, la population doit se passer de certaines ressources, plusieurs produits devenant difficile à se procurer. La presse relaie alors des recettes de cuisine et des astuces pour pallier les manques.

D'un point de vue social, la place des femmes évolue. Elles accèdent en effet à de nouvelles professions et activités : outre les travaux agricoles, elles deviennent « munitionnettes », postières et même cochères... La loi Dalbiez (1915) instaure le remplacement des mobilisés dans l'administration par les épouses, mères, filles ou sœurs de militaires tués ou blessés. Certaines sont également marraines de guerre et entretiennent une correspondance avec les Poilus au front. Ces relations épistolaires, importantes pour le moral des combattants, mènent parfois à

des rencontres lors de la permission des soldats et à des relations durables entre les protagonistes. Quant aux enfants, tous se mobilisent et se privent au nom de l'effort général. Les plus petits sont ainsi encouragés à ramasser des marrons d'Inde, utiles aux usines de guerre et à participer aux collectes et œuvres de guerre organisées par les écoles. Les plus grands offrent, quant à eux, une main d'œuvre agricole lors des vacances scolaires.

Concernant les enfants, pour ceux que le conflit prive d'un parent, le statut de pupille de la Nation est instauré le 27 juillet 1917. Il offre aux jeunes victimes et orphelins de guerre une protection particulière, complémentaire de celle exercée par leurs familles.



Affiche *Journée du Poilu* par Poulbot mettant en scène des enfants (1915)
ADHP, 53 Fi 13

Laissez-moi, avant de terminer, me retourner vers les glorieuses armées de la République, les saluer avec amour, avec respect, avec reconnaissance, leur dire que nos âmes sont avec elles et que nous nous associons intimement à leurs succès, de même qu'à leurs souffrances supportées héroïquement au nom et pour la défense de la Patrie. Honneur aussi à celles que nous admirons et que nous allons récompenser, à nos vaillantes combattantes, qui, à leur manière, ont su remplir avec tant de courage et de simplicité leur devoir de bonnes Françaises.

LISTE DES FEMMES
AYANT OBTENU UN DIPLOME D'HONNEUR
MM^{mes} :

Minvielle-Condou M., à Arcizac-Adour.	
Vve Laffaye, née Médiamole, à Andrest.	
Dumestre, née Matilas A.,	id.
Bélit, née Pène Julie,	id.
Vve Cazenave, née St-Avit L.,	id.
Pardon, née Daban Octavie,	id.
Daban, née Sedze Aglaé,	id.
Lamarque, née Touya Marie,	id.
Cazanave, née Dupont Anna,	id.
Ducombs, née Escudé L., à Aubarède.	
Villeneuve, née Duco M.-L.,	id.
Cazenave, née Verdier J.,	id.
Gellé, née Laborde,	id.
Barbazan, née Lansalot C., à Barbazan-D.	
Pujo Jeanne-Marie,	id.
Suberbie Marie,	id.
Abadie, née Delas R., à Bouilh-Devant.	
Lacouterie, à Castelnau-Rivière-Basse.	
Torné.	id.

Remise de diplômes aux « femmes agriculteurs » relatée dans *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* le 8 août 1917
ADHP, 4 JB 2 / 3

Femme-Facteur.

Dans la journée de samedi, on a pu voir débiter une dame qui fait office de facteur de ville. On nous assure que plusieurs autres dames seront appelées à remplacer quelques-uns de nos excellents facteurs, qui, depuis la guerre, se surmènent, alors qu'ils auraient droit depuis longtemps à une retraite bien gagnée.

La première factrice de Tarbes évoquée par *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* en juin 1917
ADHP, 4 JB 2 / 3

Entre épidémies et manque de médecins

La santé et l'hygiène des soldats sont dès le début de la guerre une préoccupation de l'état-major. Sans comparaison aucune, les populations de l'arrière sont-elles aussi confrontées à des situations sanitaires critiques liées aux restrictions alimentaires, à la grande mobilité des populations favorisant la diffusion des épidémies, ou encore au déficit de médecins.

Au front, le service de santé des armées doit faire face à une nouvelle forme de guerre industrielle et à des blessures inédites du corps mais aussi de l'âme. Les gueules-cassées ou les nombreux soldats psychologiquement traumatisés en témoignent. Il révèle aussi toutes les difficultés et les insuffisances des soins au front.

A l'arrière, le manque de praticiens entraîne plaintes et revendications de la population haut-pyrénéenne et de leurs représentants. Les efforts demandés ne pouvant être consentis que si l'impression d'un traitement égalitaire est ressentie par le plus grand nombre à la fois pour le prix du sang, mais aussi pour l'alimentation ou l'encadrement sanitaire, les autorités doivent garantir un savant équilibre entre les moyens consacrés au front et à l'arrière.

La surmortalité des populations civiles durant le conflit n'est cependant pas très sensible en tout cas pour les départements éloignés du front comme celui des Hautes-Pyrénées. Certaines épidémies frappent néanmoins durement la population et marquent profondément les esprits. C'est le cas de la tuberculose qui fait des ravages dans une population affaiblie par le rationnement et encore davantage de la grippe espagnole qui commence à sévir en octobre 1918. S'il est difficile d'établir des statistiques pour les Hautes-Pyrénées, on peut toutefois estimer que plusieurs centaines de personnes sont touchées par cette grippe sachant qu'à l'échelle mondiale ce virus a tué deux fois plus d'individus que la guerre et a impacté durablement la démographie française.

Conseil général

1^{re} session de 1916

Séance de lundi

La session s'est ouverte lundi, à 2 heures, sous la présidence de M^r le sénateur Pédebidou, président. M^r le Préfet assiste à la séance. Sont présents M.M. Bergès, Despaux, Lacaze, Soubervielle-Bordère, Salles, Mègnoac, Mousset, Noguès, Bazerque, Batbie.

M. le sénateur Pédebidou prononce une allocution patriotique, et rend hommage à la mémoire des disparus, MM. Fitte, Trélaün, et Baile, « homme intègre, collègue courtois ». M. le Préfet s'associe à ces éloges, M. Noguès propose le vœu suivant : « Le conseil général des Hautes Pyrénées envoie son salut ému à tous les combattants, qui ont bien mérité de la patrie. »

Les vœux proposés

Le début de la séance de lundi soir a été consacré à une série de vœux divers dont voici l'objet sinon le texte officiel :

Vœu de M. Noguès : Que tous les médecins civils des formations sanitaires de l'intérieur bénéficient d'un sursis d'appel ou, s'ils sont disponibles, soient renvoyés dans les campagnes pour y donner des soins.

M. Bazerque appuie ce vœu, invoquant la mortalité infantile et des cas de décès qui se sont produits dans le canton de Labarthe, qui n'a pas un seul médecin.

LA GRIPPE

L'épidémie de grippe continuant à sévir, notamment, parmi la population scolaire de notre département, des mesures prophylactiques ont été immédiatement prescrites.

Plusieurs écoles du canton de Tournay, Bordes, Clarac, Peyraube ont été momentanément fermées.

Pour enrayer efficacement l'épidémie, l'école primaire supérieure de Lannemezan a été licenciée par décision rectoriale.

L'Administration préfectorale aurait de plus recommandé aux médecins chargés de l'inspection sanitaire des écoles de redoubler de vigilance et de signaler immédiatement les moindres cas suspects.

Demande du Conseil général de reporter l'incorporation des médecins civils des zones rurales parue dans *Le Semeur du Dimanche* du 7 mai 1916
ADHP, 1 JB 89 / 10

Fermeture de plusieurs écoles en raison de l'épidémie de grippe relatée par *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* le 17 octobre 1918
ADHP, 1 JB 136 / 50



Hôpital civil de Vic-en-Bigorre (s.d.)
ADHP, 5 Fi 460 / 40

Les Hautes-Pyrénées, terre de refuge

Dès le début du conflit, des Français du Nord et de l'Est ainsi que des Belges cherchent à échapper aux bombardements et à l'avancée des troupes allemandes en prenant la direction du sud de la France, des Pays-Bas ou de l'Angleterre. Face au nombre croissant de réfugiés, le gouvernement français adopte des mesures et s'efforce de les répartir sur l'ensemble du territoire.

L'Etat, l'Eglise, le Comité central franco-belge et une multitude d'associations répondent aux appels lancés en faveur des réfugiés pour pallier leurs difficultés matérielles et contribuer à soulager leurs traumatismes.

La générosité et la solidarité de la population tarbaise sont ainsi sollicitées afin que soient hébergées et nourries gratuitement des familles durant trois jours avant leur placement dans les communes voisines. A Bagnères-de-Bigorre, plusieurs milliers de réfugiés arrivent en provenance de Lille. Pour faciliter leur installation, l'Etat accorde aux propriétaires qui les accueillent, une indemnité de 18 francs par pensionnaire.

Au début de la guerre, cet élan de solidarité est perçu comme une obligation patriotique. Mais cette tendance se transforme en méfiance voire

en jalousie dès l'année 1915 : un Bagnérais s'étonne ainsi dans *Les Pyrénées* de la présence importante de réfugiés en âge d'être mobilisés alors que de nombreux Haut-Pyrénéens ont été incorporés entraînant par ailleurs un cruel manque de main d'œuvre. Dans ce contexte tendu, le préfet invite finalement les maires à recenser les réfugiés en capacité de travailler afin de les faire participer aux travaux agricoles.

En juin 1918, ce flux demeure toujours important : 1 000 réfugiés rejoignent encore Lourdes, Bagnères-de-Bigorre, Vic-en-Bigorre ou Lannemezan.

Une fois l'armistice signé, il faut noter que ces derniers restent partagés entre l'envie de revenir au pays et celle de démarrer une nouvelle vie dans leur ville d'accueil.

APPEL A LA POPULATION

Le Gouvernement me prévient que de nombreuses familles françaises et belges sont évacuées d'urgence dans le Midi et que les Hautes Pyrénées doivent se préparer à recevoir leur contingent.

Les familles françaises proviennent des places fortes que tout habitant inutile à la défense a dû quitter par ordre supérieur. Les familles belges ont fui devant l'invasisseur dont vous connaissez les procédés sauvages qui ne respectent rien.

J'ignore encore le nombre de nos hôtes qui doivent être répartis dans le département tout entier. Je sais seulement que ce nombre est élevé et que les besoins sont immenses. L'Etat secourra les réfugiés sans ressources.

En attendant l'organisation rapide de ces secours, nul ne refusera son assistance à nos compatriotes, pas plus qu'à nos amis de Belgique dont l'héroïque loyauté, en refusant le passage aux Allemands, en assurant ainsi la victoire finale de la civilisation, a déchainé sur la Belgique d'effroyables malheurs.

Dès à présent, je fais appel aux sentiments de générosité, de solidarité de la population tarbaise.

Il s'agit de recevoir, de nourrir pendant une brève période, trois jours par exemple, et avant leur répartition dans les communes, un nombre assez élevé d'arrivants. Durant ce délai, une enquête rapide sur leurs ressources et leurs aptitudes, permettra une répartition raisonnée sur notre territoire.

Appel auprès de la population tarbaise pour l'accueil temporaire de réfugiés français et belges paru dans *Les Pyrénées* le 1^{er} septembre 1914
ADHP, 1 JB 106 / 61

Un train de réfugiés

Ce fut une journée laborieuse que celle de Pâques, pour l'honorable Sous-Prefet de Bagnères.

Presque sans avertissement préalable, 500 réfugiés environ descendaient, le matin, par train spécial, en gare de Bagnères, et il fallut pourvoir sur le champ aux vivres et couverts de ces malheureux. La plupart, femmes, enfants, vieillards étaient sur les rails depuis huit jours, et ils trouvaient enfin, à l'autre extrémité de la France, le repos dont ils avaient si grand besoin.

Aidé du service de la police et de la municipalité, M. Roussel est parvenu non sans peine à caser ces hôtes de passage.

Il a fallu certes frapper à bien des portes et il n'était pas facile de faire évoluer ces pauvres gens qu'on aussi long voyage avait plongés dans une sorte de prostration.

Le nécessaire a été fait cependant et un premier repas eut vite reconforté des estomacs affaiblis.

Arrivée d'un train de 500 réfugiés à Bagnères-de-Bigorre relatée par *L'Avenir* le 7 avril 1918
ADHP, 1 JB 6 (avril 1918)



Guerre de 1914
Une veuve et sa fille quittant une ville devant les barbares
Imprimeries Réunies de Nancy - Cliché Rol

Une mère et sa fille réfugiées (s.d.)
ADHP, 1 J, fonds Isson | 43

La vie continue !

Malgré la mobilisation, les réquisitions et les restrictions, la Grande Guerre ne met pas un terme au déroulement de la vie sociale des Haut-Pyrénéens. Au regard du contexte, la population de l'arrière a en effet besoin de se changer les idées et de se distraire...

Les manifestations culturelles continuent de se dérouler à travers le département. Celles-ci sont néanmoins teintées de patriotisme, les spectacles se terminant régulièrement par l'interprétation de *La Marseillaise*.

La presse fait donc état des galas le plus souvent organisés au profit des blessés et des prisonniers de guerre. Au théâtre des Nouveautés à Tarbes, le public assiste ainsi à des comédies mais aussi des représentations de mimes, d'acrobates ou de magiciens. Les cinémas, de leur côté, bien que soumis à la censure, projettent films et actualités. Dans les villes thermales, les casinos proposent, quant à eux, des soirées populaires.

Mais les restrictions impactent l'organisation de ces animations : le manque de combustibles incite le préfet à limiter en avril 1917, l'ouverture des salles de spectacles.

Pour les jeunes non mobilisés, les rencontres sportives perdurent également. Matches de rugby et de football qui constituent une préparation aux exercices militaires de ces futurs soldats, sont commentés dans les journaux locaux comme la rencontre organisée à Tarbes entre les All Blacks et la sélection Armagnac-Bigorre.

A l'issue de ces compétitions, les débordements et manifestations de joie font néanmoins l'objet de rappels à l'ordre et à la morale dans la presse qui évoque l'état de guerre et « le deuil des autres ».

Comme un dernier signe révélateur, les mariages ne subissent qu'une légère inflexion durant cette période. Les soldats profitent d'une permission pour se marier. Les naissances qui s'ensuivent, obligent alors à la création des premières pouponnières car les mères travaillent et ne peuvent s'occuper de leurs nouveau-nés.

FOOTBALL BUGBY. — *Les Néo-Zélandais vainqueurs de la sélection Armagnac-Bigorre par 10 points (2 essais, 2 buts) à 6 points (2 essais) (Mandret).* — Journée splendide. Assistance considérable. Dès 14 heures, les tribunes sont pleines à craquer. On remarque la présence de MM. le Colonel commandant d'armes, le Maire de Tarbes, le représentant de M. le Préfet, tous les membres du Comité Armagnac Bigorre et du Stade tarbais ; sur la touche, M. Hémy, de la commission centrale, ainsi que les rédacteurs de la presse locale et régionale.

A 15 heures moins 5, l'équipe zélandaise fait son entrée sur le terrain et, immédiatement, face aux tribunes, entonne son cri de guerre, fort applaudie.

Match de rugby entre la sélection Armagnac-Bigorre et les All Blacks à Tarbes paru dans *L'Avenir* en novembre 1918

ADHP, 1 JB 6 (novembre 1918)

L'Opéra de Paris à Tarbes.

Jeudi prochain, la coquette salle de l'Eldorado sera, à coup sûr, trop étroite. C'est ce jour-là, en effet, que le public tarbais pourra applaudir les artistes de l'Opéra qui s'appellent M^{lle} Yvonne Dubel, MM. Fournets et Laflitte. Le maestro Narici, chef d'orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo, se fera entendre dans ses œuvres.

Comment a-t-il été possible de réunir une telle constellation d'étoiles ? Demandez-le à ces virtuoses hors pair dont le désintéressement est aussi grand que le talent ; demandez-le au dévouement infatigable de celui qui, non content de transformer notre région par d'incessantes améliorations, veut encore que nos chers blessés gravent pour jamais son nom généreux dans leur cœur reconnaissant.

qui sera donné au profit des Œuvres de Guerre du département des Hautes-Pyrénées :

PROGRAMME :

Ecole Italienne
a) Danse des Abeilles ; b) Marurka (Narici) l'Auteur.
Air de *Don Carlos* (Verdi)
M. Fournets.
Air de *La Tosca* (Puccini)
M. Léon Laflitte.
Il Barbiere (Arditi)
M^{lle} Yvonne Dubel.
Air du *Barbiere de Séville* (Rossini)
M. Fournets.
Air de *Pailleasse* (Léon Cavallo)
M. Laflitte.
Trio de *Jérusalem* (Verdi)
M^{lle} Dubel, MM. Laflitte, Fournets.
Œuvres de César Franck
La Procession, M. Fournets.
Grand air de *Rédemption*, M^{lle} Yvonne Dubel.
Les Béatitudes (n° 4), M. Laflitte.
D'acte de *Faust* (Gounod), scène de la Prison.
Trio final en costumes.
M^{lle} Dubel, MM. Laflitte, Fournets.
Le maestro Narici accompagnera au piano le programme du concert.

Programme d'un concert donné par les artistes de l'Opéra de Paris à Tarbes publié dans *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* le 30 juillet 1918

ADHP, 4 JB 2 / 4



469 — BAGNÈRES-de-BIGORRE
Une Fête aux Coustous

Fête sur l'allée des Coustous à Bagnères-de-Bigorre (s.d.)

ADHP, 5 Fi 59 / 140

MINISTÈRE
DE LA GUERRE

ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE
2^e BUREAU

Section de Centralisation
des Renseignements

Une société sous contrôle

La mobilisation du pays s'appuie sur une véritable « culture de guerre ». Sa diffusion au sein de la société française est alors assurée par tous les moyens d'information, en particulier la presse. Celle-ci contribue en effet à forger et à consolider « l'Union sacrée » et tolère, dans le contexte de guerre, d'être soumise à la censure.

Toutefois, la durée de la guerre renforce le contrôle sur la presse ce qui provoque des réactions parfois vives de la part des responsables des périodiques, laissant apparaître des signes de dissensions dans les journaux...

L'Union sacrée...

Le 4 août 1914, le président de la République, Raymond Poincaré, proclame au sujet de la France qui vient d'entrer en guerre : « elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'Union sacrée ».

Cette expression destinée à rassurer et mobiliser le peuple français est reprise par les autorités politiques, militaires et religieuses locales à l'image d'Adolphe Pédebidou, président de l'assemblée départementale. Retenu à Bordeaux par ses obligations militaires de médecin-major, il apparaît exemplaire et témoigne par son absence qu'au-delà des fonctions de chacun, on ne peut se soustraire à son devoir.

La presse relaie également ce message de rassemblement de tous les Français quelles que soient leurs origines, leurs situations sociales ou leurs convictions politiques et spirituelles. En effet, certaines blessures mal cicatrisées telles que l'affaire Dreyfus ou la loi sur la laïcité pourraient contribuer à remettre en cause la cohésion nationale dans ce moment où l'effort collectif est unanime et nécessaire.

Du côté allemand, il faut noter que l'heure est aussi à la fraternité nationale. Désignée par le terme *Burgfrieden*, elle transparaît dans cette formule du Kaiser Guillaume II, extraite d'un message adressé aux députés le 4 août 1914 : « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands ».

Force est donc de constater que l'Union sacrée a globalement tenu. Cléricaux et anticléricaux taisent ainsi leur rivalité d'avant-guerre, les pacifistes se font discrets tandis que les socialistes oublient temporairement leurs aspirations internationalistes. Néanmoins, on ne peut nier quelques exceptions qui se font jour alors que la guerre s'installe dans la durée : l'Union sacrée connaît alors des fissures voire de véritables remises en cause...

Conseil Général DES HAUTES-PYRÉNÉES

Lundi à 3 heures, le Conseil général a tenu sa deuxième session ordinaire.

Étaient présents :

MM. Bergès, Abadie, Noguès, Mieuxens, Mousset, Lacoste, Maguac, Batbie, Colat, Fontan, Lacaze, Despaux, Bailé, Barrère, Bajac.

M. Bailé, doyen d'âge, préside, ayant à sa droite M. le préfet et à sa gauche M. Batbie.

Le président déclare la séance ouverte et donne lecture de la lettre suivante de M. Pédebidou.

Bordeaux, le 25 septembre 1914.

Mes chers Collègues,

Les obligations de mon service d'hôpital ne me permettront pas d'assister à l'ouverture de votre session.

Je vous prie d'excuser mon absence et d'agréer mes regrets.

J'aurais été heureux de m'associer au salut cordial et au témoignage d'admiration et de reconnaissance que vous ne manquerez pas d'adresser aux chefs de nos armées, aux officiers et aux soldats, à ces vaillants, qui, avec un entrain et une endurance inlassables, luttent pour la défense du sol national et vivent de grandes journées, telles que l'histoire n'en avait pas encore connu.

Gloire aux héros ! Gloire à ceux qui sont tombés face à l'ennemi, donnant leur existence pour la Patrie et pour le triomphe de la civilisation sur la plus effroyable des barbaries.

Je m'unis à vous pour crier du plus profond de mon cœur :

Vive la France !

A. PEDEBIDOU,
Médecin-major de 1^{re} classe,
à l'hôpital du Grand-Lebrun.

Appel à l'Union sacrée
lancé par A. Pédebidou,
Président du Conseil
général publié dans *Le Semeur des Hautes-Pyrénées*

le 30 septembre 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33



NOTRE-DAME DE LOURDES
Priez pour nous.

NOTRE-DAME DE LOURDES
BÉNISSEZ LA FRANCE, NOTRE PATRIE
et montrez-vous pour elle
Notre-Dame des Victoires

Illustration de la lettre
pastorale de l'évêque
de Tarbes et de Lourdes
relative aux devoirs des
fidèles envers la France
publiée dans *Le Journal
de la Grotte*

le 25 février 1915
ADHP, 2 JB 4 / 35

Affiche relative au discours de
Paul Deschanel, Président de la Chambre des
députés appelant à l'Union sacrée (1914)
ADHP, 8 R 11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Extrait du Procès-Verbal de la Séance du Mardi 4 Août 1914.

ALLOCATION DE M. PAUL DESCHANEL

Président de la Chambre des Députés

M. le Président. — Dans les graves événements que la France traverse, un affreux malheur est venu nous frapper. Jaurès... *(Tous les députés se lèvent)* Jaurès a été assassiné par un dément, à l'heure même où il venait de tenter un suprême effort en faveur de la paix et de l'union nationale. Une éloquence magnifique, une puissance de travail et une culture extraordinaires, un généreux cœur, voué tout entier à la justice sociale et à la fraternité humaine, et auquel ses contradicteurs eux-mêmes ne pouvaient reprocher qu'une chose : substituer, dans son élan vers l'avenir, à la dure réalité qui nous étirelait, ses nobles espoirs, voilà ce qu'un odieux forfait nous a ravi. *(Vifs applaudissements sur tous les bancs.)* La douleur des siens et de ses amis est la nôtre.

Ceux qui disaient ses idées et qui savaient sa force sentaient aussi ce que, dans nos controverses, ils devaient à ce grand foyer de lumière. Ses adversaires sont atteints comme ses amis et s'inclinent avec tristesse devant notre tribune au deuil. Mais, que dis-je ? Y a-t-il encore des adversaires ? Non, il n'y a plus que des Français... *(Acclamations prolongées et unanimes)*, des Français qui, depuis quarante-quatre ans, ont fait à la cause de la paix tous les sacrifices *(Vifs applaudissements sur tous les bancs)* et qui, aujourd'hui, sont prêts à tous les sacrifices *(Vives acclamations unanimes et prolongées)*, pour la plus sainte des causes : le salut de la civilisation *(Nouveaux applaudissements répétés sur tous les bancs)*, la liberté de la France et de l'Europe. *(Vives acclamations prolongées et unanimes et cris de : « Vive la France ! »)*

Du cerveau de l'homme qui a péri martyr de ses idées sort une pensée d'union ; de ses lèvres glacées sort un cri d'espérance. Maintenir cette union, réaliser cette espérance, pour la patrie, pour la justice, pour la conscience humaine *(Nouveaux applaudissements unanimes)*, n'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions lui rendre ? *(La Chambre entière est debout. — Acclamations prolongées et unanimes. — Triple saut d'applaudissements. — Tous les membres de l'Assemblée crient : « Vive la France ! »)*

La Chambre ordonne l'impression et l'affichage d'un extrait du procès-verbal de sa séance contenant l'allocution prononcée par M. le Président de la Chambre des Députés.

Pour extrait conformé :
Le Président de la Chambre des Députés,
Paul DESCHANEL.

MARTEAU, Imprimeur de la Chambre des Députés, 1, rue de Valenciennes, Paris.

... fragilisée et fissurée ?

Il est difficile de mesurer la réalité de l'Union sacrée en parcourant la presse des années de guerre soumise à la censure, l'autocensure et à la langue de bois. Mais, les entorses au consensus transparaissent parfois entre les lignes et peuvent révéler des divisions latentes. Ainsi, dès 1914, les ennemis intérieurs, les mauvais patriotes, les embusqués sont pointés du doigt.

La guerre s'éternisant, les fractures politiques et religieuses réapparaissent comme en témoignent les joutes entre *La Dépêche* et *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* à compter notamment de 1916. Le premier dénonce le « complot infâme » ourdi par des catholiques pacifistes contre leur pays tandis que le second vilipende régulièrement le précédent et s'attaque principalement aux instituteurs et aux ouvriers.

Cependant, c'est en 1917 que les dissensions et les oppositions se font plus vives et plus radicales. Les offensives suicidaires répétées provoquent des mutineries au front tandis que la vie chère et la prolongation de l'effort de guerre entraînent une vague de grèves à l'arrière. La même année, les socialistes décident de ne plus participer au gouvernement et brisent ainsi la fragile concorde

politique apparue à l'été 1914.

Les divisions de la nation posent alors la question de la capacité de la France à poursuivre le combat jusqu'à la victoire. Cette situation délicate explique qu'en 1917-1918, de nombreux articles de presse appellent à prolonger les sacrifices. L'heure est à la remobilisation d'une France qui a déjà beaucoup donné humainement et matériellement.

L'Union sacrée n'a donc pas été si solide et durable que l'élection de la chambre bleu horizon en 1919 pourrait le laisser croire. Les antagonismes sociaux, politiques et religieux n'ont en effet jamais disparu mais ont été simplement mis sous le boisseau.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai
 en reçu ce matin, à une heure, le télégramme dont
 copie est ci-dessous :

« Commandant, gendarmerie Balastens, à commandant
 gendarmerie Carles.

« Ce matin (15 août) première messe, curé Tostat a
 succité population par sermon en chaire, a fait éloges
 empereurs Allemagne et Autriche, a dit que si nous avions
 la guerre, que nous la méritions, que Président République
 était maraquin et signait sans rendre compte que
 Viviani était un fripon. Inculpé proteste. nombreux
 témoignages. arrestation opérée. Calme rétabli à Tostat. »

J. M. R.

Arrestations sensationnelles

Trois personnes de Laloubère viennent
 d'être arrêtées et écrouées à la prison de
 Lourdes, samedi dernier.

Nous connaissons le fait depuis plu-
 sieurs jours. Mais nous avions préféré ne
 pas lui donner de la publicité.

Un journal l'ayant signalé, nous nous
 croyons dégagés de toute discrétion. Il
 s'agit de la famille D., une des plus aisées
 du village.

Le fils, âgé d'une trentaine d'années,
 eut le malheur de passer en Espagne dès
 l'année 1914. Ses parents avaient sans
 doute approuvé et peut-être préparé ce
 geste honteux. En tout cas, ils l'approu-
 vèrent et ils tenaient des propos qui ne
 s'inspiraient pas du meilleur patriotisme.
 Ils envoyaient à leurs fils des colis ; ils
 recevaient de ses lettres ; ils sont allés le
 voir.

Bref, ils ont fait tant et si bien que
 les autorités se sont émues. Le père, la
 mère et la femme du coupable ont été ar-
 rêtés. Ils seront prochainement traduits
 devant les tribunaux.

Leur arrestation a produit de l'émoi
 à Laloubère. La conscience publique l'ap-
 prouve.

Rapport de gendarmerie
 relatif aux propos tenus
 par le curé de Tostat en
 faveur de l'Allemagne
 et de l'Autriche-Hongrie
 (1914)
 ADHP, 2 R 228

Arrestations de trois
 Haut-Pyrénéens pour
 complicité de désertion
 relatées dans *Le*
Semeur des Hautes-
Pyrénées
 le 18 octobre 1917
 ADHP, 1 JB 136 / 46



Carte postale
le théâtre de la guerre
 (1917)
 ADHP, 1 J, fonds Isson | 51

La presse, outil de propagande

Durant la Première Guerre mondiale, la propagande s'efforce de conditionner le comportement de la population afin d'assurer l'Union nationale et de la maintenir mobilisée dans l'effort de guerre. Pour cela, elle s'appuie sur l'ensemble des médias disponibles. La presse haut-pyrénéenne n'échappe pas à cette réalité et les articles publiés illustrent les mécanismes du discours de propagande.

La France n'est ainsi jamais dépeinte comme la responsable de la guerre mais elle y est contrainte par les nations ennemies. Agressée, elle se doit donc défendre sa liberté, ses citoyens et ses terres. Selon cette logique, elle appartient aux nations vertueuses qui visent la libération de l'Alsace et de la Lorraine, de la Belgique ou celle des minorités des empires centraux et s'oppose à des ennemis qualifiés de barbares au « caractère mauvais et impitoyable ».

La presse fait également état de la supériorité indéniable de l'armée française. Malgré les difficultés sur le front, cette guerre s'affirme meurtrière avant tout pour l'ennemi. Dans ce cadre, la syntaxe est extrêmement importante :

une même action n'a pas la même signification si elle est entreprise par l'armée française ou l'armée ennemie. Ainsi, les victoires sur « le boche » sont toujours écrasantes.

Avec l'installation de la guerre dans la durée, ce principe devient d'ailleurs indispensable pour maintenir le moral des populations restées à l'arrière mais aussi celui des troupes mobilisées. La place accordée à la publication de lettres de Poilus haut-pyrénéens dans les colonnes des journaux est ici primordiale : ces écrits qu'ils soient ou non authentiques, sont un moyen de rassurer une population souvent sevrée d'informations sur le front et de témoigner de l'enthousiasme, de l'inflexible espoir en la victoire et du sens du sacrifice des troupes engagées...

Lettre d'un soldat

Un de nos compatriotes, soldat dans un régiment de cavalerie, écrit à ses parents une lettre d'où nous extrayons les lignes suivantes :

Bien chers parents,
J'ai presque mis le pied en Allemagne ce matin. Nous sommes arrivés à 10 mètres de la frontière; seulement nous avons été mal reçus, et comme nous n'étions qu'un peloton, nous avons fait demi-tour. J'ai entendu siffler les balles prussiennes. Ça ne m'a pressenti rien fait. J'ai été simplement très étonné en voyant disparaître trois de mes camarades blessés et qui ont été fait prisonniers par les Allemands. Je n'ai rien eu. Je suis en règle avec ma conscience et vous priez pour moi. Aussi je ne crains rien. Si je suis blessé, les bonnes sœurs de charité et les Dames de la Croix Rouge me soigneront. Donc rien à craindre pour moi. Ne vous faites pas trop de mauvais sang. Cette guerre est peut-être la dernière que nous verrons. L'Allemagne sera si infatigable qu'elle ne cherchera pas à recommencer de suite.

Je suis au milieu d'un champ de fê pour vous écrire. On ne canonne pas. L'artillerie n'est pas encore arrivée. Il n'y a guère que la cavalerie pour marcher. Je serais heureux de voir les Allemands en face dans un combat de cavalerie. Ils ont la frousse en face de l'arme blanche, et il suffit d'un peloton français pour faire courir et disparaître un escadron allemand. Aussi ils se tiennent cachés. Mais bientôt nous serons chez eux, et il faudra bien qu'ils se fassent voir.

En attendant, bien chers parents, le plaisir de vous lire, veuillez recevoir de votre Jean-Marie, Louis, deux gros baisers. Prenez bien Dieu pour moi, ainsi que M-D. de Lourdes, et ils me conserveront.
Encore deux gros baisers de votre
J.-M. B.

Lettre d'un soldat
haut-pyrénéen
évoquant la faiblesse
de l'armée allemande
publiée par *Le Semeur
des Hautes-Pyrénées*
le 21 août 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33



Carte postale envoyée
par Louis Montaron
représentant Georges
Clémenceau, Ferdinand
Foch, Joseph Joffre et
les territoires perdus de
l'Alsace-Lorraine (s.d.)
ADHP, 8 NUM 9, dépôt
Grimouille



Affiche *La ruée* par Victor Prouvé (1918)
ADHP, 53 Fi 6

Le poids de la censure

Dès le début du conflit, de nombreuses interdictions sont signifiées aux patrons de journaux. Certaines portent sur le traitement de la vie quotidienne par la presse afin de ne pas atteindre le « moral » de la population, d'autres concernent les évènements du front.

Dès le 20 septembre 1914, le préfet invite les directeurs des journaux et des périodiques édités dans le département à lui adresser une épreuve de chaque publication pour contrôle avant toute édition. Une trentaine de titres, quotidiens et publications économiques sont alors concernés. Pour assurer ce contrôle, des commissions de censure locale composées de fonctionnaires et de militaires sont créées à partir de février 1915 et placées sous l'autorité militaire.

Si les journaux acceptent ce principe, ils n'hésitent néanmoins pas à réagir contre son incohérence d'autant plus que son impact sur l'économie de la presse locale est fort.

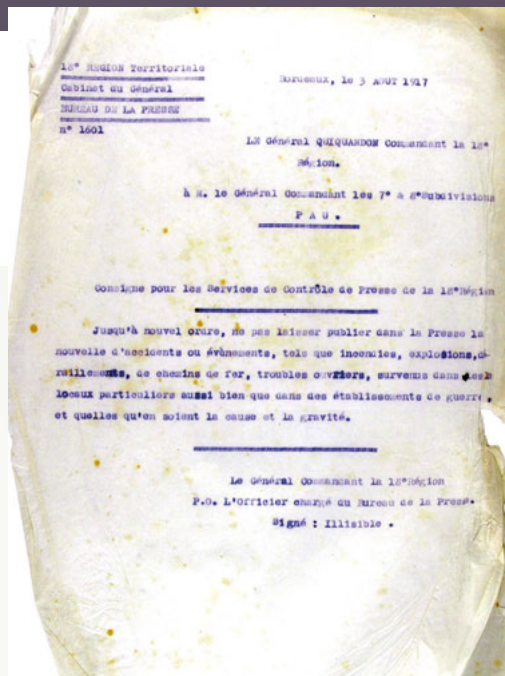
Avec le prolongement de la guerre, les journalistes iront même plus loin en dénonçant les risques de la

censure pour la démocratie. Ainsi, *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* apporte en novembre 1917 son soutien à l'Association professionnelle de la presse républicaine qui proteste alors « avec énergie contre les attentats répétés aux libertés les plus essentielles de la presse et [qui] invite le gouvernement à imposer à la censure un esprit plus conforme à l'esprit républicain et aux principes des droits de l'homme et du citoyen ».

Si la censure s'avère présente, il n'en demeure pas moins que les « ciseaux d'Anastasia » restent peu visibles dans les journaux pyrénéens. Seul le journal *Les Pyrénées* voit sa publication suspendue en mars 1915. Cette suspension entraînera d'ailleurs son remplacement par une autre édition locale, *Le Petit Tarbais*.

La Censure et la Presse.

L'Association professionnelle de la presse républicaine, dans son assemblée générale du 4 novembre, vivement émue et indignée des mesures aussi fantaisistes qu'arbitraires dont la censure gratuite de plus en plus la presse, rappelle que c'est par pur patriotisme qu'au premier jour de la guerre, la presse a accepté avec empressement la censure préalable, qui n'existe pas dans la loi, et qu'il avait d'ailleurs été bien entendu alors que la censure ne viserait que les faits d'ordre militaire ou diplomatique; considérant qu'aujourd'hui, la censure s'étend de plus en plus dans le domaine de la politique privée et empêche la libre critique des actes, même dans les fautes les plus lourdes des ministères qui se succèdent et qui n'ont plus ainsi pour guide véritable l'opinion publique, dans lequel tout gouvernement démocratique doit cependant porter son orientation et sa force, l'Association professionnelle de la presse républicaine déclare protester avec énergie contre les attentats répétés aux libertés les plus essentielles de la presse et invite le gouvernement à imposer à la censure un esprit plus conforme à l'esprit républicain et aux principes des droits de l'homme et du citoyen.

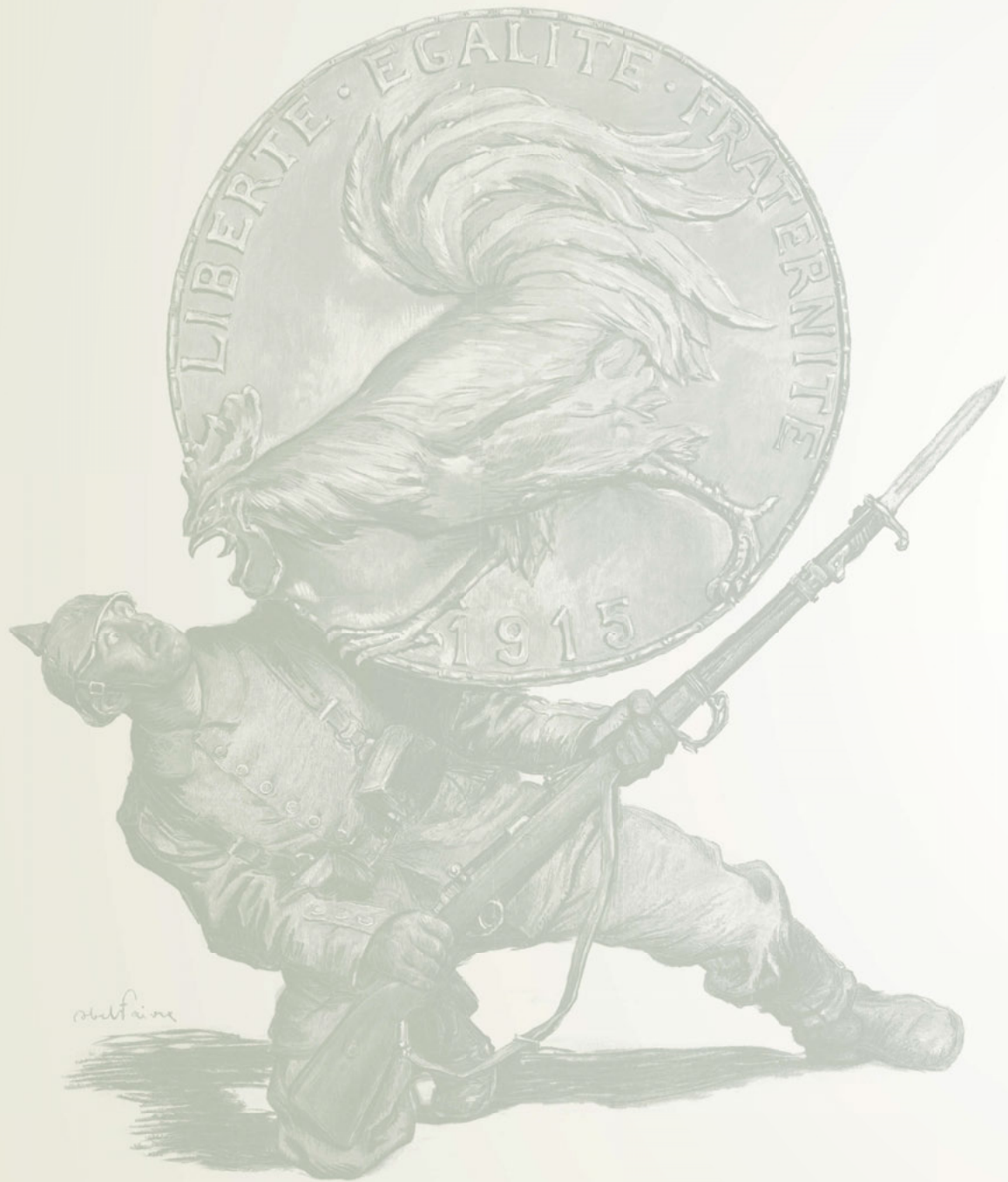


Protestation de l'Association professionnelle de la presse républicaine contre la censure publiée dans *Le Républicain des Hautes-Pyrénées* le 5 novembre 1917
ADHP, 4 JB 2 / 3

Consigne de censure transmise aux préfetures concernant la diffusion d'informations sur des incidents touchant des établissements de guerre (1917)
ADHP, 10 R 28



Carte postale L'école de tir censurée pour atteinte aux bonnes mœurs (1917)
ADHP, 10 R 31



Ceux de l'autre camp

L'ennemi est omniprésent dans la presse haut-pyréenne ainsi que dans les publications des sociétés savantes.

Cette présence revêt d'abord une forme symbolique : la presse locale contribue à véhiculer l'image de l'Austro-Allemand, le plus souvent qualifié de « boche » et dépeint sous les traits d'un barbare sanguinaire.

Mais cette présence est aussi bien concrète : loin du front, mais sous le regard des Haut-Pyrénéens, des camps de prisonniers de guerre austro-allemands sont aménagés dans le département.

Des civils originaires des pays adverses et présents en France lors du déclenchement du conflit sont également internés à Garaison.

De l'Allemand au « Boche »

La haine de l'ennemi constitue l'un des fondements de l'Union nationale. La presse haut-pyrénéenne participe elle aussi à véhiculer la mauvaise réputation de l'Allemand. Cependant, son discours n'est pas linéaire et évolue.

Durant les premières semaines de la guerre, la presse locale reste mesurée : les Allemands sont encore désignés sous le vocable « d'Allemand », plus rarement sous celui de « Prussien » tandis que les articles dénonçant leurs atrocités demeurent relativement rares.

Lors de l'arrivée des premiers prisonniers et blessés ennemis à Tarbes en septembre 1914, un journaliste du *Semeur des Hautes-Pyrénées* reproche même le comportement hostile de la foule présente : bien que conscient des « actes de férocité dont les Allemands se rendent coupables », il estime que les injures exprimées sont indignes de la part de Français « représentant d'une civilisation supérieure ». Selon lui, seule une attitude empreinte de respect et de compassion attestera de la supériorité de ses compatriotes. Mais, les termes « d'Alboches » et de « Boches »

finissent par prendre le dessus sur celui « d'Allemand », témoignant du basculement du discours sur l'ennemi. Celui-ci devient dès lors l'archétype du barbare et on vise désormais à démontrer « la brutalité de la mentalité allemande ».

Bien qu'admettant le rôle majeur des alpinistes allemands et autrichiens dans la conquête des sommets, Georges Cadier ne peut ainsi s'empêcher, dans le *Bulletin Pyrénéen*, de dénoncer leur approche arrogante de la montagne, eux qui « cherchaient, sur nos lumineux campaniles, la grotesque satisfaction d'un amour propre national ». Pour lui, comme pour de nombreux autres, seule la victoire des Alliés peut guider l'ennemi sur la voie de la civilisation et mettre un terme à « cette idolâtrie stupide de la force de l'ogre Vaterland ».

L'arrivée des blessés et prisonniers allemands à Tarbes

DIGNITÉ ET HUMANITÉ

Jeudi matin sont arrivés à Tarbes des convois de prisonniers et de blessés allemands.

Il y a eu beaucoup de curieux au défilé et aux divers points d'arrivée. Ceci est très naturel et très légitime.

Mais à un sentiment de curiosité s'est jointe chez quelques uns une hostilité s'exprimant par des huées, des injures. C'est une attitude qui ne convient pas.

Certes je sais et je suis jour par jour les actes de férocité dont les Allemands se rendent coupables. Je comprends l'exaspération que la population en ressent.

Tout de même les prisonniers sont des hommes désarmés. Ils ne peuvent se défendre. Les attaques même par des paroles, c'est commettre un acte de lâcheté. Il est indigne d'un Français, représentant d'une civilisation supérieure.

Quant aux blessés, ils n'ont pas été l'objet de l'hostilité de la foule. La vue de leurs blessures et de leurs souffrances a provoqué général et un sentiment de pitié. Mais c'est hélas trop que quelques femmes aient battu de leur ombrelle les toiles qui débrouent aux regards les blessés. Ces gestes déshonorent celles qui les font.

Aux prisonniers comme aux blessés nous devons quelque chose: aux premiers, notre silence, aux seconds, notre respect et notre compassion.

L'arrivée des premiers
prisonniers et blessés
allemands à Tarbes
relatée dans *Le Semeur
des Hautes-Pyrénées*
le 18 septembre 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33

Le Germain

Quand ils appellent Barbares ceux qui ont détruit Louvain, pillent, rançonnent, incendient, achevent les blessés, martyrisent les femmes et fusillent les petits, les peuples civilisés n'usent pas d'une image seulement. C'est leur sang même, en effet, leur origine, leur propre histoire, qui s'agitent dans ces Allemands, ces Autrichiens, ces Hongrois d'aujourd'hui, complices pour la plus monstrueuse des agressions, et, dans ses besoins, son type, ses mœurs, c'est bien le Germain des grandes invasions qui se retrouve fidèlement à cette heure. Inutile de gratter : sous les plus superbes apparences, le vieux fond sauvage apparaît de lui-même, et avec la rigueur d'une loi d'atavisme, tout se répète, tout est conforme.

Sur notre prospérité, notre renom de terre heureuse, dont il voudrait faire la terre promise, le Germain maintenant lâche ses hordes comme jadis, réduit, dans ses noires forêts, à mourir s'il ne trouvait la richesse, il les lançait sur les splendeurs de Rome; et, comme dans le passé le plus lointain l'envahissement par lui est devenu une nécessité vitale, la guerre une industrie. Depuis plus de quarante ans, il s'est chez nous installé dans les confiances, les places, les observatoires par la plus audacieuse des invasions pacifiques, exactement comme jadis, lorsqu'avant d'attaquer l'empire romain, il s'embusquait dans ses légions de la Loire ou de la Seine, logeait les siens comme hommes à tout faire, dans les familles, les emplois, les métiers et jusque dans la faveur de Théodose.

Extrait de l'article « *Le Germain* » par
Alexandre Hepp publié par *Le Semeur des
Hautes-Pyrénées*
le 18 septembre 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33



Affiche *Pour la France,
versez votre or !* sur
laquelle le soldat
allemand est coiffé du
casque à pointe, l'un
des éléments récurrents
de la représentation de
l'ennemi (1915)
ADHP, 53 Fi 8

De l'Allemand au « Boche »

« **Les BOCHES.** Le nom est adopté ; il dit si bien ce qu'il veut dire ; stupidité et brutalité, têtes carrées et pieds plats, la horde ! (...)

Nous voici donc revenus aux premiers siècles de notre histoire, avec cette différence que les Marcomans et les Goths n'avaient pas d'universités, d'écoles, de bibliothèques, de pinacothèques, de musées, de temples et d'églises ; ils n'avaient pas de philosophes, ni de savants ; ils n'avaient pas signé d'actes ni de conventions ayant pour but de rendre la guerre moins atroce. Ce sera la hideuse originalité des Boches d'avoir réuni méthodiquement, dans la même guerre, deux genres de guerre que seize siècles séparaient » (...).

*Les Pyrénées du 4 octobre 1914
ADHP, 1 JB 106 / 61*

« Lisez ces brochures pangermanistes qui ont été répandues à des millions d'exemplaires dans toute l'Allemagne. (...) Les phrases en sont incendiaires, les arguments noyés dans des tirades passionnées. Voilà comment a été formée par une poignée d'énergumènes la mentalité des soldats qui ont bombardé et brûlé Louvain et Reims, de ceux qui assassinent les non-combattants, **des barbares** qui détruisent tout sur leur passage afin de bien établir la supériorité rayonnante de la culture allemande ! ».

*Abbé E. Wetterle, ex-député au Reichstag - Le Semeur des
Hautes-Pyrénées du 4 octobre 1914
ADHP, 1 JB 136 / 34*

« J'ai célébré, ici même notre allié fidèle, le Pain. Les Allemands, eux aussi, ont cherché dans les forces de la nature un allié. **Comme eux, il est cruel, terrifiant et dévastateur, il s'appelle le Feu (...).**

Mais si les Allemands nous ramènent au temps du feu Grégeois et de la poix bouillante, ils oublient totalement d'observer la Trêve de Dieu qui faisait l'honneur des guerres du Moyen-Age.

Guillaume II ordonnant de mettre le feu à Louvain, faisant jeter des bombes sur la Cathédrale de Reims, venant contempler de loin l'incendie d'Arras, diffère-t-il de Néron l'incendiaire ? »

*H. Reverdy - Le Semeur des Hautes-Pyrénées du 24 avril 1915
ADHP, 1 JB 136 / 36*

« Enfin les procédés de sauvage férocité employés par les sous-marins austro-teutons contre les paquebots et les navires marchands des pays neutres ont tari la plupart des sympathies que d'actives relations commerciales avaient suscité chez les non-belligérants le désir universel de l'écrasement des empires du centre pour venger les crimes de Belgique et extirper le militarisme de l'Europe. [...] **Un peuple Barbare** pour lequel il n'est d'autre idéal que la force brutale ».

*A. Pédebidou - Le Semeur des Hautes-Pyrénées du 3 mai 1916
ADHP, 1 JB 136 / 40*

« **Quelle mentalité de sauvages !** Encore en passons-nous et de non moins brutales. Il faut évidemment remonter à Attila, à Tamerlan, à Gengis-Kan pour rencontrer un tel entassement de **cynisme**, un tel entassement de **cruautés** systématiquement voulues, un tel paroxysme dans la **barbarie**. Il n'est pas bien certain, cependant, que les hordes d'Attila aient jamais atteint une aussi profonde horreur que celle où d'emblée, sont arrivées les troupes du Kaiser ».

*A. Meyrac - Le petit Tarbais du 17 mars 1918
ADHP, 1 JB 88 (mars 1918)*

« J'adresse notre reconnaissante admiration à tous les soldats exposés **aux fureurs de la horde teutonne**, fureur s'exerçant même sur les œuvres les plus nobles et les plus pures du génie français ».

*M. Bergès - Le Semeur des Hautes-Pyrénées du 30 septembre 1914
ADHP, 1 JB 136 / 33*

« L'imagination se refuse à croire que semblables tortures puissent être mises en pratique parmi les nations civilisées (...). **Dans la voie de la cruauté, on ne peut lutter avec nos ennemis** ».

*L'Avenir du 15 septembre 1918
ADHP, 1 JB 6 (septembre 1918)*

« Au milieu des deuils et des ruines que dans **leur sadique férocité**, nos ennemis accumulent sur notre malheureux pays, une double consolation nous reste : c'est que la conscience universelle proteste contre les atrocités dont nos concitoyens du Nord et de l'Est sont les victimes ».

*A. Pédebidou - Le Semeur des Hautes-Pyrénées du 18 janvier 1917
ADHP, 1 JB 136 / 44*



Camps de prisonniers, camps d'internés

En raison de leur éloignement du front, les Hautes-Pyrénées accueillent durant la guerre, plusieurs camps de prisonniers et d'internés originaires des pays ennemis.

Deux camps de prisonniers militaires sont recensés dans le département : l'un ouvert initialement à Tarasteix puis transféré à Bonnefont, l'autre au château de Lourdes. Concernant ce dernier, la Société académique des Hautes-Pyrénées rappelle dans son bulletin, le rôle de prison joué par cet édifice qui accueillit déjà des captifs prussiens lors de la guerre de 1870-1871.

Au début des hostilités, le gouvernement français fait également interner les civils originaires de « l'autre camp » alors présents sur son territoire. Soixante camps environ sont alors ouverts à travers le pays. Parmi eux, figure celui de Garaison qui accueille, entre 1914 et 1919, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, résidents en France de manière temporaire ou définitive.

Soumise à censure, la presse n'évoque que très rarement ces camps même si certains articles ayant échappé à la vigilance de l'administration relatent l'évasion de prisonniers. Les instructions des autorités sur ce sujet sont en effet très strictes si bien que la presse apporte peu d'informations sur la réalité de ces centres.

Il faut attendre la fin des hostilités pour que les périodiques locaux abordent cette question, en particulier le cas de Garaison : « Un camp austro-allemand dans les Pyrénées » rédigé par Ferdinand Bac et publié dès novembre 1914 dans la *Revue hebdomadaire* est ainsi reproduit dans le *Bulletin de l'Association des anciens professeurs et élèves de Garaison* en 1924. Destiné à entretenir le souvenir de cet épisode survenu au sein de l'institution, cet article relate la visite du camp par l'auteur et les conditions précaires d'internement.



5. PRISONNIERS ALLEMANDS A BONNEFONT (HTES-PYR.) - GROUPE DANS LA COUR DU DÉPOT
PHOTOTYPES LABOUE - FRÈRES TOULOUSE - Cliché Balen, Tarbes

Prisonniers militaires
allemands dans la cour
du camp de Bonnefont
(s.d.)

ADHP, 16 J, fonds
Francez



6. PRISONNIERS ALLEMANDS A BONNEFONT (HTES-PYR.)
LA CORVÉE DU BOIS
PHOTOTYPES LABOUE FRÈRES TOULOUSE - Cliché Balen, Tarbes

Prisonniers militaires
allemands lors de la
corvée de bois (s.d.)

ADHP, 16 J, fonds
Francez

Les Alsaciens-Lorrains : Français ou ennemis ?

Parmi les prisonniers et internés austro-allemands, figure un certain nombre d'Alsaciens-Lorrains, Allemands depuis 1871. Originaires des « provinces perdues », ils sont néanmoins restés des nationaux aux yeux de la France qui leur offre un statut particulier mais ambigu...

Un millier d'entre eux sont internés au château fort de Lourdes. Cependant, certains de ces hommes finissent par être répartis auprès d'agriculteurs haut-pyrénéens, d'autres sont affectés sur les chantiers hydroélectriques de la vallée d'Aure pour pallier le manque de main-d'œuvre.

Les autorités ne semblent pas redouter d'évasion : le fait que des Alsaciens-Lorrains puissent bénéficier d'un statut de semi-liberté équivaut pour l'Allemagne à une trahison. Pourtant, aux yeux de certains ouvriers français qui les côtoient, ils n'en demeurent pas moins des « Boches » comme les rapports de gendarmerie établis à la suite de rixes tendent à le prouver.

Une quinzaine d'Alsaciens-Lorrains internés à Lourdes font également le choix de s'engager dans l'armée française comme ne manque pas

de le relater la presse locale en avril 1915. Avant leur départ, le journaliste du *Semeur des Hautes-Pyrénées* décrit le défilé de ces hommes dans les rues de la ville sous les acclamations de la foule présente.

L'ambiguïté de la situation de ces Alsaciens-Lorrains est encore soulignée par le cas d'Albert Schweitzer. Alsacien, donc sujet allemand, il exerce la médecine au Gabon avec l'accord du gouvernement français lorsque la guerre éclate. En raison de ses origines, il est interné à Garaison en novembre 1917. Au sein du camp, il ne peut toutefois exercer la médecine qu'à titre d'infirmier malgré les épidémies et l'absence de médecin : en limitant ses libertés, l'administration lui rappelle donc son statut particulier.

1870. — « Notre Fort de Lourdes renferme depuis plusieurs jours, de 100 à 120 prisonniers, Prussiens ou Bavarrois, par suite de nos récents et glorieux succès sur la Loire. »

Ces prisonniers avaient au château-fort une liberté relative qui leur permettait de descendre chaque jour en ville pour faire leurs provisions. « On n'a pas été peu scandalisé d'entendre les plaintes arrogantes de ces prisonniers, au sujet du pain qui leur est délivré et qui est le même que celui de nos soldats, et au sujet de la viande qu'ils ne trouvent pas assez succulente. »

Ces prisonniers quittèrent le château de Lourdes le 1^{er} mars 1871 et furent dirigés sur Bourges où devait avoir lieu l'échange des prisonniers. Ils y avaient séjourné du mois d'octobre 1870 au 1^{er} mars 1871.

1914-1918. — Le 11 septembre 1914, la victoire de la Marne amena au château de Lourdes un contingent d'environ 300 prisonniers allemands. Presque toute la population lourdaise s'était rendue à la gare où elle attendit jusqu'à une heure du matin pour leur défilé. Quelques jours après deux d'entr'eux s'évadèrent, mais furent arrêtés peu après dans la vallée de Batsurguère pendant qu'ils cherchaient à gagner la frontière espagnole.

En 1915, ces prisonniers quittèrent le château de Lourdes et furent remplacés jusqu'à la fin de la guerre par un contingent tout aussi important de prisonniers Alsaciens-Lorrains.

Eugène DUVAL.

¹ Journal de Lourdes, des 19 novembre et 1 décembre 1870, 1^{er} et 4 mars 1871. Archives de Lourdes, CC. 196.

Rappel historique du rôle joué par le château de Lourdes comme camp de prisonniers militaires dans le Bulletin de la Société Académique des Hautes-Pyrénées n° 159 (1915)

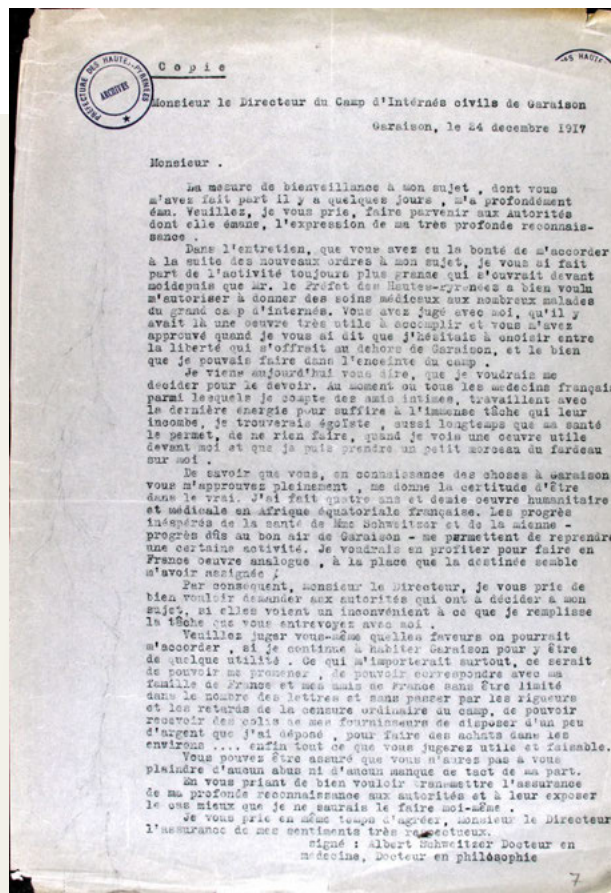
ADHP, 3 JB 8 / 12

2^e EMPRUNT DE LA DÉFENSE NATIONALE



Souscrivez, aidez-nous à vaincre, vous hâterez le jour de la Victoire et du retour au foyer.

Affiche du deuxième emprunt national évoquant les territoires perdus de l'Alsace et de la Lorraine (1916)
ADHP, 8 R 16



Lettre d'Albert Schweitzer demandant au directeur du camp de Garaison l'autorisation d'exercer la médecine au profit des internés (1917)
ADHP, 9 R 91



L'après-guerre

Après l'annonce de la victoire, le temps est à la fois à la célébration marquée par le retour des régiments en garnison à Tarbes, la visite du Maréchal Foch, et à l'entretien du souvenir des Poilus tombés au front.

Au-delà des honneurs rendus aux soldats et au culte des morts, l'après-guerre est également le temps « du retour à la normale », à la reconversion des industries de guerre et à la démobilisation.

Le moment est venu pour le département des Hautes-Pyrénées de s'intégrer aux grandes transformations économiques et sociales qui animent alors le pays...

Le retour des vainqueurs

Le retour des régiments en stationnement à Tarbes et la visite du Maréchal Foch constituent les grands moments de l'été 1919. Malgré l'armistice signé en novembre 1918, ce n'est en effet qu'après le traité de Versailles (28 juin 1919) que les troupes peuvent rejoindre leurs garnisons.

A Tarbes, aussi bien les élus que la population entendent exprimer leur attachement à « leurs » régiments et à la forte présence militaire du passé en pavoisant et en dressant des arcs de triomphe. La presse relaie les manifestations de joie populaire et les défilés des différents corps. Le 12^e d'infanterie rejoint ainsi la caserne Reffye le 1^{er} août 1919 sous une pluie de fleurs. En septembre, c'est au tour du 35^e d'artillerie de regagner le quartier Sault avec ses « canons de 75 » suivi par le 10^e Hussards qui s'installe au quartier Larrey.

La visite du Maréchal Foch est quant à elle, un évènement qui dépasse le cadre tarbais. Du 27 septembre au 1^{er} octobre 1919, le « vainqueur de la guerre », généralissime des

armées alliées est reçu à Tarbes où il est honoré comme un enfant du pays. Accueilli par une foule immense, il inaugure notamment sur la place de Maubourguet devenue place de Verdun, le monument aux morts qui scelle le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Autre moment fort de la visite, le maire, Alexandre Boué lui offre sur le perron de la mairie, l'épée financée par une souscription lancée auprès des Haut-Pyrénéens, véritable œuvre d'art dont Firmin Michelet a sculpté la poignée.

Ces jours de liesse se répètent lorsque Ferdinand Foch entreprend un périple par Argelès-Gazost et Arreau, renouant ainsi avec ses racines familiales les plus anciennes et témoignant de son attachement pour les Hautes-Pyrénées.



La belle fête de Vendredi

Nous avons vécu une journée aussi reconfortante que belle, dont le souvenir mérite de rester.

Nous avons vu toute une ville soulevée par un patriotique enthousiasme, courir au-devant de son régiment de poilus, de ses soldats, comme une famille s'empresserait à la rencontre de ses enfants depuis longtemps absents.

Et nous avons senti bien fort que, devant nos soldats vainqueurs il n'y avait qu'un Tarbes, qu'il n'y avait qu'une France, et que la grande idée de patrie poussait d'un mouvement instinctif, tous nos compatriotes au-devant du glorieux régiment retrouvé.

Aux battements plus précipités de notre cœur nous avons reconnu notre sang français. A la vue de ce régiment de héros ceux que cette guerre a fait pleurer ont mieux compris et mieux accepté leur sacrifice. Et nos soldats eux-mêmes ont trouvé une nouvelle et plus péremptoire réponse à la criminelle question qu'on leur posait en ricanant à l'heure grave des batailles meurtrières : Pourquoi te bats-tu ?

Ils le voient bien, c'était pour ces femmes qui pleurent de joie, pour ces enfants, soldats de demain, pour ces vieillards qui rêvaient de ce beau jour de revanche, pour ces foyers que semble animer le frémissement des drapeaux qui parent leurs façades.

C'est le jour du patriotisme, c'est le jour de la Patrie dont l'image se dégage, belle et sublime, de toutes ces manifestations.

Une du *Semeur des Hautes-Pyrénées* consacrée à la visite du Maréchal Foch à Tarbes (1919)

ADHP, 1 JB 136 / 53

Le Maréchal Ferdinand Foch sur le perron de la mairie de Tarbes (1919)

ADHP, 5 Fi 440 / 378

« La belle fête du vendredi », article relatif au retour des combattants, publié par *Le Semeur des Hautes-Pyrénées* le 2 août 1919

ADHP, 1 JB 136 / 53

La mémoire du sacrifice, le culte des morts

En quatre ans, la Grande Guerre fait près de 10 millions de morts dans le monde. Au 1^{er} juin 1919, la France compte 1 383 000 soldats morts sur les 8 400 000 mobilisés. Pour le département des Hautes-Pyrénées, ce sont plus de 6 300 hommes qui sont tués ou qui ont disparu durant le conflit.

Si les Français honorent déjà leurs morts au front pendant les hostilités, ces marques de reconnaissance se développent réellement après-guerre et prennent des formes multiples.

Le culte des morts relève en premier lieu de la sphère privée : les familles exposent chez elles, le portrait et les décorations de ceux qui sont tombés aux champs d'honneur.

Mais il est aussi un aspect déterminant de l'action publique. L'Etat instaure ainsi par la loi du 2 juillet 1915, la mention « Mort pour la France » accordée à 1 300 000 de soldats. Le décret du 18 décembre 1918 prévoit également l'attribution d'un casque-souvenir aux Poilus ou aux familles de mobilisés décédés au front.

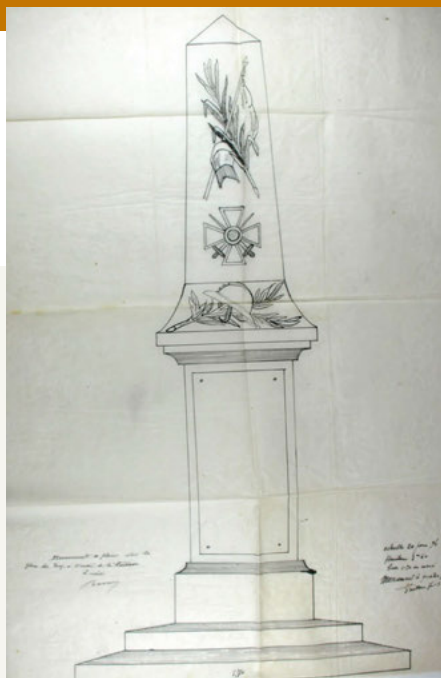
Les communes honorent, quant à elles, leurs héros en édifiant, grâce à des souscriptions, des monuments aux morts sur des places publiques ou des lieux de passage. Erigées pour la plupart d'entre eux entre 1919 et 1922, ces constructions témoignent de la reconnaissance du sacrifice des mobilisés et exaltent le patriotisme et la victoire. Afin de rendre hommage aux soldats, elles renomment aussi leurs rues et places en leur attribuant le nom de généraux illustres ou d'une bataille victorieuse.

Des associations comme le Souvenir français qui s'occupe de l'entretien des tombes des soldats avant 1914, poursuit son action et aide les familles à rapatrier les corps de leurs défunts, opération rendue possible par la loi du 31 juillet 1920.

SOUSCRIPTION PUBLIQUE
ouverte pour
L'Erection d'un Monument aux Enfants de Bagnères
MORTS POUR LA FRANCE

Liste des souscripteurs (2^e liste)

Ville de Bagnères-de-Bigorre.	10.000 ^f »
Société des Fêtes.	50
Corporation d'anciens militaires.	100
Cieutat, Philippe.	10
Cieutat, Gerard.	5
Société des anciens Etablissements Comet.	100
Le « Souvenir Français »	100
Société Thermale des Pyrénées.	500
D. Soulé, industriel.	400
A. de Boysson.	100
Personnel de l'Usine Soulé	283 50



Extrait de la liste des souscripteurs du monument aux morts de Bagnères-de-Bigorre publiée dans *L'Avenir* le 3 mars 1919
ADHP, 1 JB 6 (mars 1919)

Croquis du monument aux morts de Saint-Savin (1921)
ADHP, 2 O 2024



75 SAINT-SAVIN. — Le Rond-Point et le Monument. — LL

Le monument aux morts de Saint-Savin (s.d.)
ADHP, 5 Fi 396 / 130

Des familles dévastées

Le conflit terminé, de nombreuses familles sont meurtries et vivent avec le souvenir d'un disparu. L'absence du corps, le rapatriement des dépouilles, l'ignorance des conditions du décès, l'attente et l'incertitude autour du sort des leurs sont autant d'éléments qui contribuent à cette douleur intérieure.

Au grand désarroi des mères et des veuves de guerre plongées dans la détresse morale et financière, s'ajoute le poids de l'éducation des enfants. Les difficultés rencontrées par certaines d'entre elles incitent l'Etat à instaurer notamment des pensions en leur faveur.

La société française s'inquiète également du sort des enfants des soldats morts en service : la loi du 27 juillet 1917 dote ainsi les orphelins de guerre du statut de « pupille de la Nation » et tente de réparer le préjudice subi en participant à leur éducation.

Pour de nombreux mobilisés, les retrouvailles se déroulent dans la joie, pour d'autres, le retour à la vie quotidienne s'avère douloureux, parfois impossible, certains étant affectés par des séquelles psychologiques graves.

Beaucoup reviennent de cette guerre blessés ou mutilés. Méconnaissables, souvent confrontés à un quasi-isolement, ces « gueules cassées » rappellent à la population les horreurs du front et les sacrifices qu'ils ont consentis pour la patrie.

Afin de dépasser cette détresse morale, ces hommes peuvent toutefois compter sur une incroyable solidarité : des associations se forment, des centres et des écoles de rééducation professionnelles sont créés à leur attention. En 1918, les mutilés se regroupent au sein d'une union fédérale destinée à défendre leurs intérêts et la loi du 31 mars 1919 leur donne enfin droit à une pension spécifique.

Les Mutilés dans les Usines de Guerre

Par ses circulaires du 21 janvier et du 27 octobre 1916, le ministre de l'armement et des fabrications de guerre a marqué l'intérêt particulier qu'il attachait à l'emploi de mutilés dans les usines de guerre.

Si les résultats obtenus jusqu'à ce jour témoignent d'un certain effort, ils sont encore loin de répondre tout à la fois aux besoins de la défense nationale et à la sollicitude que méritent les mutilés vis-à-vis desquels la nation a un devoir étroit de solidarité à remplir.

C'est pourquoi tout en rappelant ses prescriptions antérieures, le ministre avise les officiers contrôleurs de la main-d'œuvre qu'il a institué au service central du contrôle de la main-d'œuvre un organisme spécial pour le placement des mutilés, qui fonctionnera dans les conditions suivantes :

Il comporte d'une part des fiches indiquant les maisons ayant des emplois vacants susceptibles de convenir aux mutilés, les aptitudes nécessaires pour les occuper et les conditions d'embauchage.

Il est établi, d'autre part, une fiche par mutilé désireux de travailler. Cette fiche contient le nom de l'intéressé, la nature de son infirmité, ses antécédents professionnels, les renseignements utiles sur son degré de rééducation, le genre de travail auquel il est apte, la région où il demande à être employé et sa situation de famille.

Nos Mutilés En train.

— Ah ! monsieur, vous m'embêtez avec votre jambe !

Le voyageur à qui cette phrase est adressée par son voisin d'en face ne répond pas. Il laisse sa jambe étonnée de la plus gênante manière.

— Monsieur ! je vous dis que vous m'embêtez avec votre jambe.

— Bien, monsieur, je vais m'en aller.

Il se lève et on voit que la jambe encombrante est une jambe artificielle. Tous les voyageurs du wagon font entendre un murmure de désapprobation et regardent avec fureur le voyageur qui a protesté.

Mais déjà celui-ci est debout. Il a rejoint le mutilé.

— Viens t'asseoir. Pardon, mon vieux ! Viens t'asseoir. Je n'avais pas vu.

— Non, monsieur.

— Si, tu viendras, si je te conduis avec ce bras que tu vois.

Il relève sa manche, et montre, entre le gant et la chemise, le bois d'un faux bras.

L'autre mutilé, alors, sourit, revient s'asseoir, étend à nouveau sa jambe encombrante, et tous deux parlent :

— Moi, c'est à Verdun...

— Moi...

Extrait de l'article
relatif aux emplois
réservés aux mutilés de
guerre publié dans *Les
Pyrénées* le 4 avril 1917
ADHP, 1 JB 106 / 64

« Nos mutilés en train »,
article publié par
Les Pyrénées
le 30 novembre 1918
ADHP, 1 JB 106 / 65

INTERCALAIRE
concernant une pension militaire d'invalidité
attribuée par
DÉCISION DE CONCESSION PRIMITIVE
(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

2ème EXPÉDITION

REPUBLICQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE
DES COMBATTANTS
VICTIMES DE GUERRE
Bureau Interdépartemental
TOULOUSE

N° de dossier 01 31 30.180/B.
N° d'inscription
de l'Administration
de la Dette Publique
N° de pension 633 104055

DEFINITIVE - GUERRE 14/18

NOM et Prénoms : DUPOUTS Jean-Baptiste
Né le 16-I.1891 à BENQUÉ (Htes-Pyr.)
Adresse : BENQUÉ par BOURG DE BICOQUE (Htes-Pyr.)
Jouissance
26.12.60

Pension d'invalidité fondée sur le grade de Soldat
attribuée par décision de concession primitive du 21 NOV 1963
prise à la suite des propositions de la Commission de Réforme de TOULOUSE

dont les conclusions figurent ci-dessous :			
DIAGNOSTIC ORIGINE ET DURABILITÉ DES INFRMITÉS ATANT COUVERT DROIT A PENSION	Degré d'invalidité	Degré global d'invalidité	Point de départ initial du droit à pension
Application des dispositions de la loi des finances N° 60.1384 du 23.12.60 et des articles 33 et 34 de la loi des finances pour 1963 (Loi N° 63.156 du 23.2.63 et circulaire N° 0511/A. du 12.6.63)			
1° - Cécité complète	100 %		
2° - Défiguration par affaissement de la base du nez rétraction péri-orbitaire, atrophie des joues atrophie complète de l'œil gauche (20 % + 10)	30 % + 5	100 % + 6 degrés	+ Art. 18
3° - Larmoiement continu de l'œil droit	100 % + 10		

ORIGINE PAR PREUVE
Blessure reçue par le fait du service le 5-6.1916.

OFFICE NATIONAL
DES COMBATTANTS
UNITÉ DÉPARTÉMENTALE
des Hautes-Pyrénées

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
N° 28112
CARTÉ DU COMBATTANT
DÉLIVRÉE à
DUPOUTS
Jean-Baptiste
Prénoms : Jean-Baptiste
Domicile : Benqué
No le 16 Janvier 1891
A Benqué dep BP
A LARBES le 24 juillet 1928
Le Président du Comité départemental
de Combattants.

CONCESSION PRIMITIVE

Carte du combattant et état des blessures de Jean-Baptiste
Dupouts, originaire de Benqué (1928-1963)
ADHP, 3 R 49

« Le retour à la normale » : Une chance pour les Hautes-Pyrénées ?

La fin de la guerre signifie le retour à « une vie normale ». De nouvelles perspectives s'ouvrent dès lors pour les Hautes-Pyrénées, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'industrie.

Dès 1915, sont exaltés, dans les périodiques, les sacrifices des « enfants du pays » qui se battent pour avoir la certitude de revoir un jour leurs montagnes libérées de toute menace. Ces espaces pourront alors accueillir les touristes au détriment des stations touristiques allemandes et autrichiennes.

Durant la guerre, le tourisme, déjà fort de l'activité thermale, semble en effet constituer l'un des fondements de l'avenir des Hautes-Pyrénées. Un vaste mouvement de propagande relayé notamment par *le Bulletin pyrénéen* s'organise ainsi autour du Touring Club de France. En plein conflit, ce bulletin soutient les initiatives destinées à promouvoir le département et à améliorer les conditions d'accueil de la clientèle comme la création d'une école hôtelière à Tarbes.

Sur le plan industriel, la reconversion des usines de guerre apparaît comme une opportunité à l'image des usines d'explosifs de Lannemezan et

de Pierrefitte transformées en usines d'engrais. Les Hautes-Pyrénées poursuivent alors le décollage industriel amorcé avec le conflit.

Par son investissement local, la Compagnie des chemins de fer du Midi anime toute la filière industrielle du département. L'électrification de ses voies et les installations nécessaires au transport de l'électricité fondent ainsi un réseau de distribution électrique satisfaisant des besoins domestiques, urbains et industriels. De plus, elle consent de fortes réductions pour le transport des matières premières aux industriels qui s'implantent localement et s'engage à leur passer commande pour son équipement.

La presse semble cependant sous-estimer cet essor. Elle ne rappelle qu'incidemment la contribution du département à l'effort de guerre et ne perçoit pas le rôle déterminant que joue l'industrie locale, notamment le secteur électrique, dans l'industrialisation du pays.



LE CIRQUE de GAVARNIE
 SERVICE D'AUTO-CARS
 DE LA ROUTE DES PYRÉNÉES

BULLETIN PYRÉNÉEN

RÉORGANISATION DU TOURISME
 et des Stations Thermales dans les Pyrénées
 au lendemain de la Guerre.

RÉPONSES A NOTRE ENQUÊTE

Léon AUSCHER

Administrateur de l'Office National du Tourisme,
 Membre du Conseil d'Administration du Touring-Club de France,
 Président du Comité du Tourisme en Montagne.

Au moment où nous sommes, il faut élaguer toutes les questions secondaires, et ne plus voir que le but immédiat à atteindre, qui est la prospérité rapide de la France par le Tourisme.

Cette prospérité est subordonnée à la réalisation des deux points suivants :

1^o Créer un vaste mouvement de propagande en faveur de notre pays :

2^o Améliorer nos ressources hôtelières et en créer de nouvelles.

Le premier point est en voie de réalisation.

Le T. C. F. a pris l'initiative d'un vaste mouvement de propagande. L'an dernier, il s'est adressé à nos alliés d'outre-Manche. Cette année, ce sera le tour de la Russie, du Canada, des Etats-Unis et des pays latins d'Amérique du Sud.

Le Comité de propagande du T. C. F. fait appel au concours de tous : groupements commerciaux, industriels, touristiques, Syndicats d'initiative et d'Hôteliers, Conseils généraux, Municipalités, Chambres de Commerce, pour cet appel de la France à venir admirer sa beauté. Sa publicité est nationale, non régionale. Il faut que tous, dans la mesure de leurs moyens, soutiennent cette grande œuvre, dont l'action sera d'autant plus efficace que les fonds recueillis seront plus importants.

La question hôtelière est plus sérieuse encore. Notre propagande serait stérile et même nuisible si le flot d'étrangers, dont l'on doit passer nos plaies financières, ne trouvait pas chez nous l'accueil que nous lui promettons.

Le cirque de Gavarnie, affiche touristique de la Compagnie des chemins de fer du Midi (s.d.)

ADHP, 12 Fi 530

« La réorganisation du tourisme et des stations thermales dans les Pyrénées » publié dans *le Bulletin pyrénéen* n° 135 (1916)

ADHP, 3 JB 6 / 15

6 Montgaillard (H.-P.) — Usine électrique



Usine électrique de Montgaillard (s.d.)

ADHP, 5 Fi 320 / 1

Les périodiques entre 1914 et 1920 conservés aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées

Quotidiens

- La Dépêche
- Le Républicain des Hautes-Pyrénées
- Le Semeur des Hautes-Pyrénées
- Les Pyrénées
- La Petite Gazette
- Pyrénées - Océan
- Le Radical socialiste
- Le Réveil des Hautes-Pyrénées
- Le Semeur du Dimanche
- La Tribune des Hautes-Pyrénées
- L'Union catholique de Lourdes

Hebdomadaires

- L'Avenir
- L'Avenir (Argelès-Gazost)
- L'Avenir de Capvern
- L'Avenir des Hautes-Pyrénées
- Bulletin paroissial de Sailhan
- Bulletin paroissial de Vielle-Aure
- Capvern thermal
- Le Courrier républicain
- La Croix de Lourdes
- La Croix des Hautes-Pyrénées
- Le Devoir démocratique et social
- L'Informateur des Hautes-Pyrénées
- Journal de la Grotte de Lourdes
- Le Petit Tarbais

Mensuels

- Annales de Notre-Dame de Lourdes
- Annuaire des Hautes-Pyrénées
- Bulletin de la société départementale d'Agriculture
- Bulletin du syndicat hippique des éleveurs des Hautes-Pyrénées
- Bulletin paroissial de Lourdes
- Bulletin paroissial de Saint-Jean de Tarbes
- Bulletin pyrénéen
- Echo paroissial du Lavedan
- La Propagande Reims-Lourdes
- Revue des Hautes-Pyrénées

Bimensuels

- Bulletin paroissial d'Antist
- Bulletin paroissial d'Arbéost et de Ferrère
- Bulletin paroissial de Campuzan
- Bulletin paroissial de Castelnau-Magnoac
- Bulletin paroissial de Hères
- Bulletin paroissial de Labassère
- Bulletin paroissial de Laloubère
- Bulletin paroissial de Larroque
- L'Étincelle des Hautes-Pyrénées

Bimestriels

- Bulletin de l'amicale Saint-Vincent de Bagnères-de-Bigorre
- Le Sud-Ouest industriel et commercial

Trimestriels

- Bulletin de l'Association amicale des anciens professeurs & élèves du collège de Notre-Dame de Garaison
- Bulletin de la propriété immobilière

Annuels

- Annuaire de Saint-Pé
- Bulletin de la Chambre de Commerce de Tarbes
- Bulletin de la Société Académique des Hautes-Pyrénées
- Bulletin de la Société Ramond
- Distribution des prix / Institution secondaire libre de Saint-Pé
- Distribution solennelle des prix/ Collège de garçons de Bagnères-de-Bigorre
- Folklore Pyrénéen
- Ordo divini officii
- Palmarès / Ecole primaire supérieure de Bagnères-de-Bigorre



Bibliographie de la presse française politique et d'information générale des Hautes-Pyrénées

La Bibliothèque nationale de France édite dans le cadre de la bibliographie de la presse française politique et d'information générale (BIPFPIG) des ouvrages recensant, département par département, les titres locaux de presse politique et d'information générale.

Le volume consacré aux Hautes-Pyrénées permet de découvrir d'un seul coup d'œil l'ensemble des titres édités, imprimés ou concernant le département et de savoir quelle institution le conserve.

Le curieux pourra donc découvrir via la table géographique les titres de presse ayant parus dans sa commune au XIX^e siècle et jusqu'en 1944. Il pourra aussi identifier les titres que lisaient son grand-père voire retrouver des échos publics de sa vie familiale, la table chronologique lui facilitant la tâche pour se repérer dans le temps. L'historien aura enfin accès à une source de premier plan pour aborder l'histoire des mentalités, de la vie intellectuelle, mais aussi l'histoire économique, celle du thermalisme ou encore celle des pèlerinages.

Parallèlement à cette édition, le Département des Hautes-Pyrénées a souhaité enrichir ce travail en faisant paraître sous format électronique le pendant de la Bipfpig pour la période 1944-2000. Ce document est consultable sous forme électronique sur le site du réseau des bibliothèques de lecture publique du département, www.hapybiblio.fr.

On les aura !

Bibliographie

Cette bibliographie recense exclusivement les ouvrages concernant les Hautes-Pyrénées et les Haut-Pyrénéens durant la Grande Guerre.

- Cubero (José), *La Grande Guerre et l'arrière (1914-1919)*, Cairn éditions, Pau, 2007, 150 p.
- Cubero (José), *Le Camp de Garaison. Guerre et nationalités (1914-1919)*, Cairn éditions, Pau, 2017, 236 p.
- Guinle-Lorinet (Sylvaine – sous la direction de), *Une ville à l'arrière pendant la Grande Guerre : Tarbes*, Cairn éditions, Pau, 2017, 144 p.
- Inderwildi (Hilda) et Leclerc (Hélène), *Gertrud Köbner et Hélène Schaarschmidt. Récits de captivité. Garaison 1914*, Le Pérégrinateur, Toulouse, 2016, 70 p.
- Société Académique des Hautes-Pyrénées, *Les Hautes-Pyrénées dans la Grande Guerre. Actes du colloque tenu à Tarbes le 28 février 2015*, bulletin de la Société Académique des Hautes-Pyrénées, coll. « études et recherches pyrénéennes », numéro spécial, Orthez, 2015, 206 p.
- Société Académique des Hautes-Pyrénées, *Les Hautes-Pyrénées dans la Grande Guerre. Actes du colloque tenu à Tarbes le 13 février 2016*, bulletin de la Société Académique des Hautes-Pyrénées, coll. « études et recherches pyrénéennes », numéro spécial, Orthez, 2016, 176 p.

La Grande Guerre à la Une !

Les Hautes-Pyrénées de 1914 à 1918 dans la presse

Comité scientifique

Cédric Broët, Patrice Isac, Cynthia Larrieu, Véronique Ramonet, Cécile Ricard (Archives départementales)
José Cubero (historien),
Thomas Ferrer (enseignant-historien)

Sous la direction de

François Giustiniani (Directeur des Archives et des patrimoines)

Conception graphique

Direction de la communication du Département des Hautes-Pyrénées

Partenaires

Centre régional des Lettres de Midi-Pyrénées (CRL)
Association Mémoire des deux Guerres en Sud-Ouest (M2G)
Archives diocésaines Tarbes-Lourdes
Ville de Tarbes (Musée des Hussards)
Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

Cette exposition s'inscrit dans le cadre d'une opération lancée par le Centre Régional des Lettres (CRL) autour du centenaire du premier conflit mondial et destinée à faire découvrir ou redécouvrir au public la richesse et la diversité des périodiques.

L'exposition

La Grande Guerre à la Une !

Les Hautes-Pyrénées de 1914 à 1918 dans la presse

(34 panneaux)

est disponible gratuitement sur simple demande
aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées.

Renseignements et réservation :

archives@ha-py.fr

05 62 56 76 19

Achevé d'imprimer en avril 2017 sur les presses de l'imprimerie du Département des Hautes-Pyrénées
65000 Tarbes

Dépôt légal : ISBN 978-2-9514810-5-3
Tous droits réservés



Archives départementales des Hautes-Pyrénées
5 rue des Ursulines
65013 TARBES cedex 9